



Villeneuve dans une télé-réalité?

Cahier Sports, page S5

Wesley Clark, nouveau candidat chez les démocrates

Page A14

# Les Communes déchirées

## La motion de l'opposition sur la définition traditionnelle du mariage battue de justesse

GILLES TOUPIN

**OTTAWA** – Le gouvernement Chrétien a frôlé le fiasco hier soir en défaisant par trois voix aux Communes, lors d'un vote hautement symbolique, une motion de l'opposition officielle qui affirmait que le mariage était l'union exclusive d'un homme et d'une femme.

À la suite d'une journée de débats sur cette question, le vote s'est en effet soldé par 137 voix à 132 contre la motion de l'Alliance canadienne, une indication non seulement du caractère extrêmement polémique de ce débat sur la légalisation souhaitée par Ottawa des mariages des personnes de même sexe, mais aussi des divisions qui ont éclaté au sein du groupe des élus de la formation gouvernementale. Cinquante-trois libéraux ont en effet voté en faveur de la motion de Stephen Harper, signalant ainsi que le parti n'appuiera pas aussi facilement et aussi rapidement que souhaité un projet de législation que Jean Chrétien comptait ajouter à son testament politique.

Mais le suspense n'a pas porté que sur la motion principale. Il a été encore plus intense lorsque les députés ont dû se prononcer, dans un premier temps, sur un amendement de l'Alliance canadienne qui voulait retrancher du texte original un bout de phrase qui demandait que le Parlement prenne « toutes les mesures voulues pour préserver » la définition traditionnelle du mariage.

Voir COMMUNES en A2

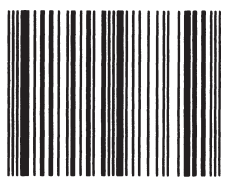
### MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Bill Clinton lance un livre de cuisine. J'ai hâte de lire sa recette de croque-monsieur.

### AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C8	La Presse Affaires	D1-D21
- télévision	C2	Loteries	A2, A9
Bandes dessinées	C7	Monde	A16-A19
Bridge	E6	Mots croisés	C7, S12
Carrières	D12, D13	Mot mystère	C7
Décès	E6, E7	Petites annonces	
Éditorial	A20	- immobilier	E2, E3
Êtes-vous observateur?	E2	- marchandises	E3
Feuilleton	C7	- emplois	E4, E5
Forum	A21	- automobile	E5, E6
Horoscope	E5	- affaires	D2
		Vacances-voyage	B5

**MÉTÉO** Voir S16  
Ensoleillé  
Maximum 22 > minimum 10



6 21924 98765 1

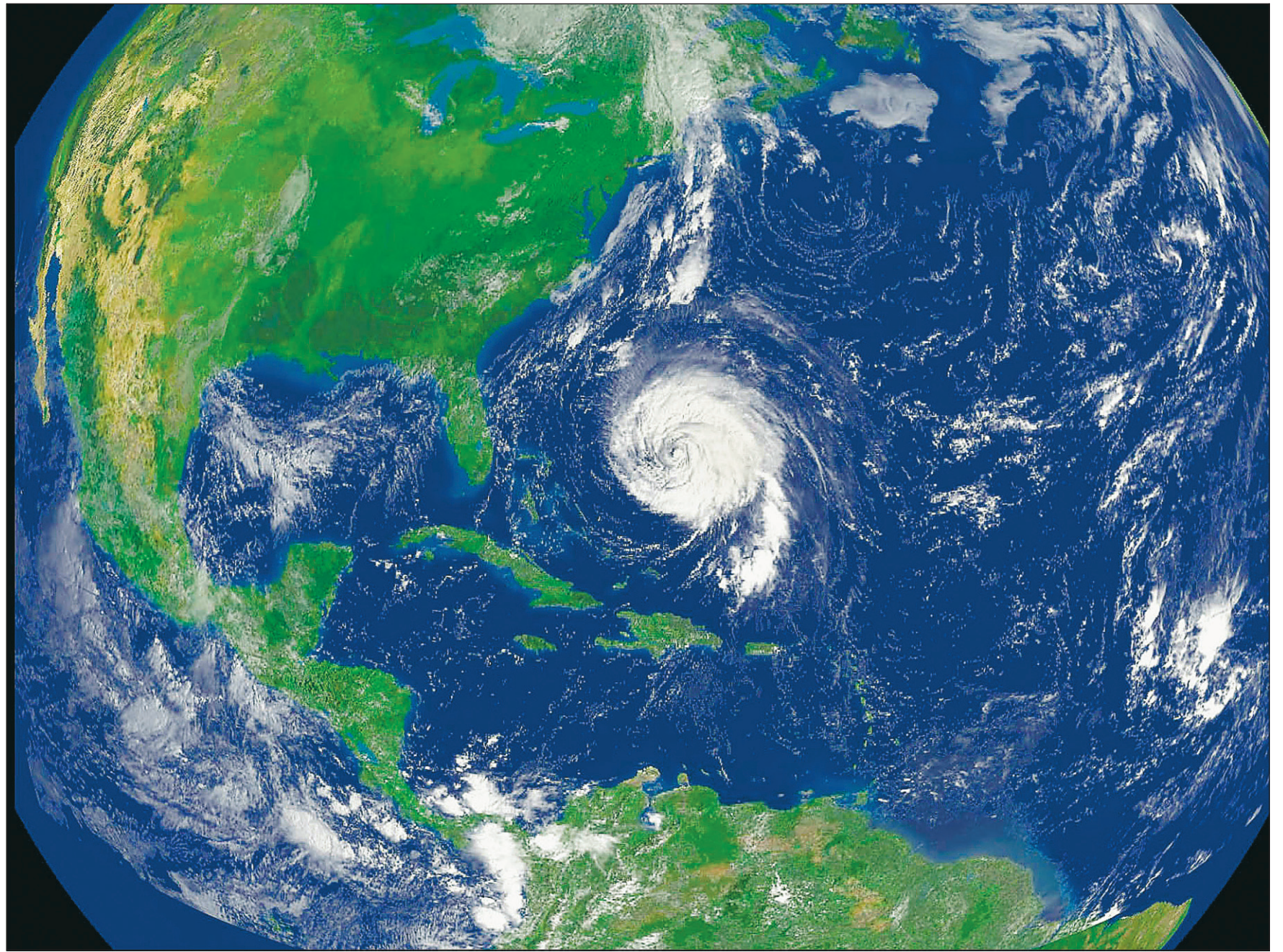


PHOTO REUTERS

## Isabel fonce vers la Virginie et la Caroline du Nord

En dépit d'un affaiblissement de ses vents au cours des dernières heures, l'ouragan *Isabel* continue de menacer les côtes de la Caroline du Nord et de la Virginie vers lesquelles il fonce à plein régime, comme on le voit sur cette image satellite. Les gouverneurs des deux États ont d'ailleurs décrété la mise en marche de mesures d'urgence. En Caroline du Nord, l'archipel des Outer Banks a été frappé d'un ordre d'évacuation forçant des dizaines de milliers de résidents et de vacanciers à regagner la terre ferme en vitesse. Actuellement classée de force 2 sur une échelle de 1 à 5, la tempête doit atteindre la côte dans les prochaines heures avec des vents de plus de 160 kilomètres à l'heure. À lire en page A3.

### IMPÔT FONCIER

## Le Club de hockey Canadien fera des économies

FRANCIS VAILLES

**BONNE NOUVELLE** pour le Canadien de Montréal: l'avis d'imposition du club baissera vraisemblablement d'un million de dollars dès 2004. Sans être le pactole, la nouvelle pourrait permettre au Canadien d'avoir un peu plus de marge de manoeuvre pour attirer un joueur de premier plan.

La diminution attendue du fardeau fiscal du Canadien est une conséquence directe du dépôt du rôle d'évaluation foncière 2004 de la Ville de Montréal. Le Centre Bell, où le Tricolore dispute ses matchs, n'a pas pris un cent de valeur depuis trois ans, selon la Ville. En comparaison, les autres immeu-

bles non résidentiels du centre-ville ont augmenté de 15 %, en moyenne. La Place Ville-Marie, par exemple, a pris 24 %.

Cet écart aura un impact sur l'avis d'imposition de l'ex-Centre Molson. En effet, pour boucler son budget de novembre, la Ville doit établir un taux d'imposition qui est fonction de la valeur des immeubles. La Ville ayant manifesté son intention de ne pas augmenter les avis d'imposition moyens en 2004, l'on peut s'attendre à une forte baisse du taux d'imposition, puisque la valeur des immeubles a fortement augmenté, en moyenne.

Voir ÉCONOMIES en A2

## Adieu, Antonio!

Vêtu d'un smoking, la barbe blanche broyée, ses mains de colosse croisées sur une fleur bleue, le Grand Antonio a l'air d'un père Noël endormi. Une dame s'agenouille devant son cercueil. « Je suis contente de pouvoir te voir une dernière fois, Antonio », dit-elle, émue, en lui caressant la barbe.



RIMA ELKOURI

Toute la journée, au salon Urgel Bourgie de la rue Beaubien Est, des centaines d'admirateurs de ce héros populaire, mort d'une crise cardiaque à l'âge de 77 ans, sont venus le saluer une dernière fois.

Il y avait là des résidents de Rosemont, qui le croisaient tous les jours à l'épicerie, au Dunkin' Donuts, à la quincaillerie. Des vieux amis, des anciens collègues de tra-

vail, des lutteurs. Des petites familles fascinées par ses grands exploits, par sa capacité de soulever des autobus ou des éléphants comme on soulève des brindilles.

Devant le cercueil, on a ressassé des souvenirs. On a raconté que, sous ses allures de colosse, le Grand Antonio était un nounours au coeur tendre. « Je l'ai vu le vendredi avant sa mort dans l'autobus 18. Il m'a dit bonjour. Il avait l'air fatigué », dit Cécile Provost, résidente de la rue Saint-Zotique, qui a tenu à prendre une dernière photo polaroid aux côtés de son héros. « On dirait qu'il dort », dit-elle, en regardant tendrement la photo.

Voir ANTONIO en A2

**FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL**  
**JAZZ À L'ANNÉE**  
 Automne 2003  
 en collaboration avec **Blüete**



## Bet.e Stef

LES CONCERTS D'ADIEU

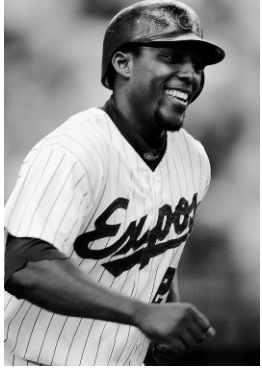
Vendredi 19 septembre à 21 h / Samedi 20 septembre à 19 h / Lundi 22 septembre à 20 h  
**VENEZ DANSER AUX RYTHMES DU BRÉSIL AU MÉTROPOLIS!**

**BILLETS EN VENTE MAINTENANT**

En personne au Spectrum  
318, rue Sainte-Catherine Ouest  
Par téléphone  
(514) 790-1245  
Sur Internet  
www.admission.com



## DEMAIN DANS LA PRESSE



## Le dernier match des Expos

Les Expos disputent ce soir leur dernier match au Stade olympique, mais plusieurs questions subsistent. Où joueront-ils en 2004? Vladimir Guerrero en est-il à son dernier match dans l'uniforme des Expos à Montréal? Jean-François Bégin, Marc Antoine Godin et Stéphanie Morin seront sur place pour vous raconter le match et faire le bilan de cette saison bizarre.

À lire demain dans le cahier Sports

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



► Sonia Sarfati parle de sa rencontre avec Madonna, à midi trente: [cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

► Découvrez notre nouvelle section Actuel [cyberpresse.ca/actuel](http://cyberpresse.ca/actuel)

► Relisez le clavardage avec Jean-Claude Labrecque: [cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca,  
7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION  
redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

ABONNEMENT  
(514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca 1-800-361-7453

PETITES ANNONCES  
petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS  
deces@lapresse.ca (514) 285-6816

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650. Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518 Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Itée dont le siège social est sis au 7 rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé aux ateliers de La Presse, Itée, également sis à cette adresse.

## LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 1-4-7 > À quatre chiffres : 5-5-4-4

## SUITES DE LA UNE

## COMMUNES

Suite de la page A1

La manoeuvre, demandée par le libéral Paul Szabo, visait à élaguer du texte toute référence à une utilisation possible de la clause dérogatoire de la Constitution canadienne, un scénario qui effrayait bien des libéraux opposés aux mariages gays. Le député ontarien Roy McCullen a notamment avoué que sans cette possibilité de violation de la Charte, contenue dans la proposition allianciste, certains de ses collègues et lui auraient voté avec l'opposition officielle contre les mariages gays.

Le résultat du vote sur l'amendement a été de 134 à 134. Le président de la Chambre, Peter Milliken, a tranché, comme le veut le règlement, en rejetant l'amendement. Une telle égalité aux Communes ne s'était pas produite depuis 40 ans, soit depuis décembre 1963. Dans toute l'histoire de la Confédération, l'égalité des voix à la Chambre s'est produite seulement à six reprises. « Si l'amendement avait passé, a commenté le libéral Paul Szabo à l'issue du vote, il n'y a pas de doute que la motion principale aurait passé », ce qui aurait été un véritable camouflet au gouvernement Chrétien.

Le ministre de la Justice, Martin Cauchon, a malgré tout qualifié le résultat d'hier soir de « beau vote de confiance » en faveur du projet du gouvernement de reconnaître les mariages entre personnes de même sexe.

« Regardez le vote de la dernière fois, a-t-il commenté, et regardez où nous sommes ce soir. La différence est considérable. Nous avons gagné le vote. C'est un appui pour le processus que nous avons mis en place en tant que gouvernement. Bien sûr, nous allons nous assurer d'avoir l'opinion de la Cour suprême, sans compter que les parlementaires auront leur mot à dire sur une éventuelle loi. Je l'ai dit, la société évolue et nous en avons eu la démonstration ce soir. Nous allons dans la bonne direction et je suis très heureux d'être canadien et ministre de la Justice. C'est une belle soirée pour moi. »

En 1999, les libéraux de Jean Chrétien avaient en effet voté massivement (216 à 55) en faveur de la définition traditionnelle du mariage.

Quant au responsable de la motion, Stephen Harper, il a réagi à sa quasi-victoire en mettant les libéraux en garde contre leur projet de loi et en leur donnant rendez-vous aux

prochaines élections générales. « Ce qu'il faudra retenir de ce vote, alors que nous allons porter le débat au coeur de la prochaine campagne électorale, c'est qu'il a été gagné par le gouvernement seulement grâce à la solidarité du Conseil des ministres. Ce ne fut pas un vote libre pour le cabinet et c'est ce qui a fait pencher la balance du côté des contraires. » M. Harper a déclaré que le vote d'hier prouvait que les libéraux avaient des problèmes sérieux avec certaines de leurs politiques. « Il est clair, a-t-il encore ajouté, que la question du mariage gai sera une question importante aux prochaines élections. »

Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, a pour sa part appelé au calme, affirmant que toute cette question était une question de droit et qu'il fallait, avant de céder à la panique, attendre les résultats de la consultation que fait le gouvernement auprès de la Cour suprême sur la valeur de son avant-projet de loi. Le Bloc a voté en majorité contre la motion allianciste hier. Seuls les députés bloquistes Gaudet, Lantôt et Asselin ont voté en faveur de la définition traditionnelle du mariage.

Plusieurs simples députés libéraux ont dit

craindre hier soir une révolte des électeurs sur cette question aux prochaines élections. Ils supplient le futur chef, Paul Martin, de considérer le vote d'hier comme « un avertissement ». Le premier ministre « en attente », comme le surnomme l'opposition, a voté hier avec le gouvernement Chrétien. « Ma position est claire depuis un certain temps, a-t-il déclaré avant le vote. J'appuie le gouvernement. Mais c'est certainement une question qui m'a tirillé. C'est la nécessité de respecter la Charte — en laquelle je crois fortement — qui a fait pencher la balance en faveur du mariage gai. Je ne crois pas que les gouvernements peuvent faire preuve de discrimination, selon la Charte, envers les Canadiens. Je ne crois pas non plus que l'on doive utiliser la clause dérogatoire. Je crois aussi que les Églises, les temples et les mosquées doivent pouvoir définir le mariage selon leurs valeurs. Et cela fait partie de la législation du gouvernement. »

Hier, Stephen Harper a promis de relancer le débat dès cette semaine en déposant aux Communes un projet de loi privé qui protégerait une fois pour toute la définition traditionnelle du mariage.

## ANTONIO

Suite de la page A1

Le Grand Antonio est mort assis sur un banc du Provigo où il allait tous les jours. « On l'a vu s'asseoir comme d'habitude, avec ses billets de loto, dit une dame. Tout d'un coup, il est devenu tout blanc. » Après qu'on eut appelé l'ambulance, il a fallu huit ou neuf hommes pour le soulever, raconte-t-elle.

« Moi, il venait tout le temps dans mon restaurant, rue Dante », dit, les larmes aux yeux, une dame âgée. C'était dans les années 1950, au restaurant Pescara, qui est aujourd'hui la Pizzeria Napoletana. « La première fois qu'il est venu dans mon resto, j'ai eu peur. Tout ce qu'il voulait, je lui donnais gratuit! »

Robert Hinse, qui a travaillé avec Antonio pour le Canadien National

dans les années 50, n'oubliera jamais le personnage. « Il était fort comme deux hommes. Il chargeait 10 poches de ciment dans un petit truck et mettait ça dans un wagon. »

Au pied du cercueil, quelques bouquets de fleurs. Des messages de « sincères condoléances à la famille ». Le hic, c'est que le Grand Antonio, Antonio Barichievich de son vrai nom, n'avait pas de famille à Montréal. Sa dépouille n'a pas été réclamée. C'est grâce à un donateur anonyme que l'organisme Jeunesse au soleil, aidé du journaliste Claude Poirier, de l'ex-lutteur Pierre Pelletier et de la maison Urgel Bourgie, lui aura évité de se retrouver dans un cimetière de cadavres oubliés.

Pour ce très grand personnage montréalais, qui mesurait deux mè-

tres et a déjà pesé plus de 250 kg, il fallait à tout le moins... un très grand cercueil, précise Denis D'Etcheverry, président de la maison funéraire Urgel Bourgie. « Le cercueil n'est pas vraiment standard. Quoique, avec l'épidémie d'obésité, c'est une situation à laquelle on est exposé de plus en plus... »

Il fut une époque où Antonio pouvait avaler 24 hot-dogs d'un coup, raconte Réginald Savoie, dont le père connaissait bien le personnage. Mais ces derniers temps, il avait laissé de côté les menus gargantuesques. Il souffrait d'une « petite perte d'appétit » et était même devenu végétarien, dit l'ex-lutteur Pierre Pelletier, alias l'Incroyable Mr XX, qui le connaissait depuis plus de 30 ans.

Il avait une peur bleue des hôpi-

taux. « Une fois, il s'est fendu le crâne dans un combat de lutte, raconte Pierre Pelletier. Mais il ne voulait absolument pas aller à l'hôpital. Il avait la tête dure! »

Deepak Massand, qui connaissait aussi le Grand Antonio depuis plus de 30 ans, n'oubliera jamais la fois où le colosse est entré au pavillon des Indes d'Expo 67. « Il a demandé deux chaises juste pour lui! Je lui ai dit: Comment ça deux chaises? Il a répondu: Vous ne me reconnaissez pas? Je suis le Grand Antonio! »

La dernière fois que Deepak Massand a vu le Grand Antonio, c'était il y a un mois. « Je voulais lui présenter Denys Arcand et Rock Demers pour faire un film sur lui. Lui, il voulait Sergio Leone. Je lui ai dit: « Mais voyons Antonio! Sergio Leone est mort... »

À 19 h, c'est dans une chapelle bondée qu'on a rendu un dernier hommage au Grand Antonio. « Avec son ex-femme Janine, qui est aujourd'hui avec moi, nous sommes ouverts à toutes les propositions de biographies ou de films sur le Grand Antonio », a tenu à dire Pierre Pelletier aux fans du géant disparu. En voilà un qui est vite en affaires...

Antonio se disait invincible. Il disait qu'il ne mourrait jamais. Quand j'ai quitté le salon funéraire vers 20 h, des admirateurs demandaient qu'on ouvre de nouveau le cercueil pour leur permettre de voir encore une dernière fois leur héros. Le Grand Antonio est peut-être mort, me suis-je dit. Mais le mythe qu'il a su créer est bien vivant.

## ÉCONOMIES

Suite de la page A1

Dans le cas des immeubles non résidentiels, le taux devrait donc baisser d'environ 15 %, en supposant que l'administration Tremblay-Zampino ne transfère pas au secteur non résidentiel une partie du fardeau fiscal du secteur résidentiel.

Pour le Centre Bell, dont la valeur n'a pas augmenté, l'avis d'imposition serait donc diminué d'environ 15 %. Actuellement, la facture annuelle du temple du Canadien est de 6,26 millions de dollars. Elle passerait à 5,3 millions pour chacune des années 2004, 2005 et 2006, soit une économie d'environ un million par année. Le taux d'imposition pour le secteur non résidentiel est actuellement de 4,17 \$ par 100 \$ d'évaluation pour l'ancienne Ville de Montréal.

## Moins de taxes d'eau

Les six locataires du Centre Bell, la plupart reliés au propriétaire George Gillett ou au Canadien, versent également une taxe d'eau à la Ville, basée sur la valeur locative. Or, cette valeur n'a pas davantage bougé pour le Centre Bell, alors qu'elle a augmenté de 11 % en moyenne ailleurs. Par le même principe que l'impôt foncier, George Gillett devrait donc voir ses taxes d'eau diminuer de 11 %, soit environ 160 000 \$ sur une facture de 1 471 161 \$.

Pour le Canadien, il ne s'agirait pas d'un premier allègement de l'avis d'imposition. En 2000, l'organisation s'attendait à payer 10,3

millions de taxes municipales par année. L'an prochain, la facture globale pourrait n'être que de 6,6 millions, impôt foncier et taxe d'eau confondus, soit 3,7 millions de moins. Le feuillet de l'évaluation municipale de l'ex-Centre Molson s'était transformé en bataille juridique, vers la fin de la construction de l'édifice, en 1996. À l'époque, le service d'évaluation avait attribué une valeur de 235 millions à l'immeuble, soit l'équivalent de son coût de construction. Ce faisant, les taxes municipales grimpaient à 9,6 millions, comparativement à 1,3 million pour l'ancien Forum. Au dernier rôle, déposé en 2000, la valeur a été abaissée à 196 millions, mais le taux ayant été majoré, l'avis d'imposition est passé à 10,3 millions!

Devant l'imminence de la vente du Canadien, au printemps 2001, et après de coûteux débats juridiques, la Ville et l'ancienne Communauté urbaine de Montréal ont finalement accepté de fixer la valeur foncière de l'ex-Centre Molson à 150 millions. Il s'agit d'ailleurs de la valeur attribuée au bâtiment et au terrain par la compagnie Molson dans ses états financiers.

## Pas de pression du CH

Dans le rôle déposé la semaine dernière, la Direction de l'évaluation foncière (DEF) de la Ville a justement tenu compte de la récente transaction pour maintenir la valeur à 150 millions. « On a demandé les états financiers du Centre Bell pour corroborer la valeur.

À la lumière de ces renseignements, on a jugé que la valeur ne devait pas bouger », a expliqué Francine Godin, directrice adjointe de la DEF et signataire du rôle.

Des pressions de la part du Canadien? « Absolument pas », dit catégoriquement M<sup>me</sup> Godin.

Le président du Club de hockey Canadien, Pierre Boivin, n'était pas disponible pour commenter. Le porte-parole, Donald Beauchamp, a toutefois affirmé que le maintien de la valeur n'était absolument pas une demande des *Glorieux*. « Nous avons appris la nouvelle aujourd'hui (hier) », a dit M. Beauchamp.

Le Canadien est dans une situation financière précaire. Selon une analyse effectuée par *La Presse* en avril, l'entreprise regroupant le Canadien, le Centre Bell et le Groupe Spectacles Gillett a, dans le meilleur des scénarios, perdu 10,4 millions au cours de la dernière saison. Au pire, la perte serait de 23,3 millions. Le Tricolore n'a pas fait de profit depuis 1997.

Précisons qu'il est probable que la Ville de Montréal étale la hausse des valeurs foncières de son nouveau rôle sur trois ans, de façon à en minimiser les effets. Autrement dit, la baisse de l'impôt foncier de 15 % pour le secteur non résidentiel serait de quelque 5 % par année, pour un total de 15 % sur trois ans. Pour le Canadien, le gain serait d'environ 480 000 \$ la première année, 800 000 \$ la deuxième et 1,1 million la troisième.

## BAUME &amp; MERCIER

GENEVE • 1830



Hampton City  
EN ACIER OU OR  
AVEC OU SANS DIAMANTS  
SUR BRACELET EN CUIR OU  
BRACELET MILANAISE  
[www.baume-et-mercier.com](http://www.baume-et-mercier.com)

Célébrons 25 ans  
d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651  
[www.chateaudivoire.com](http://www.chateaudivoire.com)

3165022

## ACTUALITÉS

## Les antioxydants: un signal d'alarme

Des chercheurs montréalais ont découvert qu'en trop grande quantité, ils augmentent le risque de cancer du sein

JUDITH LACHAPPELLE

LES VERTUS anticancéreuses des fameux antioxydants sont glorifiées depuis que les chercheurs savent qu'ils gardent les cellules en santé. Mais les antioxydants ne sont pas nécessairement une panacée: des chercheurs montréalais ont découvert que les femmes postménopausées qui consomment beaucoup d'antioxydants courent plus de risques de développer le cancer du sein.

C'est la première fois qu'un lien est établi entre la vitamine E (un antioxydant présent notamment dans les huiles végétales), certains acides gras essentiels (ceux de la volaille, des produits laitiers, des oeufs...) et le cancer du sein au cours d'une étude épidémiologique. Le phénomène avait déjà été observé en laboratoire.

Le chercheur André Nkondjock, étudiant au doctorat à l'Université

de Montréal, a expliqué hier que son équipe savait que les antioxydants empêchent les acides gras essentiels de s'oxyder, et donc, qu'ils préviennent l'apparition de cellules cancéreuses. Une grande consommation d'antioxydants était donc censée diminuer le risque de cancer du sein.

Surprise! La façon dont interagissent toutes ces substances dans le corps humain est beaucoup plus complexe que les théories de départ. L'oxydation des acides gras essentiels n'a pas que des effets néfastes, surtout dans les glandes mammaires: le phénomène engendre aussi la formation de substances qui s'accumulent dans les tissus cancéreux, causant leur destruction.

Et c'est particulièrement le cas lorsque la vitamine E empêche l'oxydation de l'acide gras essentiel appelé «acide arachidonique», membre du groupe des oméga-6, qu'elle empêche du même coup le

déploiement d'une arme efficace contre les cellules cancéreuses qui causent le cancer du sein.

**Les oeufs, la volaille, le poisson...**

Les sources d'acide arachidonique chez les participantes se trouvaient surtout dans les huiles végétales, les produits laitiers, les oeufs, la volaille, les poissons et fruits de mer. Aucune participante n'avait de capsules de vitamine E en supplément alimentaire; elles puisaient leur source essentiellement dans les huiles végétales faites de graines oléagineuses (soja, maïs) et dans la mayonnaise.

Chez les 414 femmes atteintes d'un cancer du sein et 429 autres sujets témoins que les chercheurs ont rencontrés, «le risque de cancer du sein diminuait de 60% chez celles qui avaient une faible consommation de vitamine E», dit André Nkondjock. Et une femme postménopausée qui consomme

beaucoup de vitamine E court 2,5 fois plus de risques de souffrir d'un cancer du sein. Les femmes postménopausées seraient peut-être plus à risque à cause des effets de l'hormonothérapie, un phénomène qu'il faudra confirmer lors des études subséquentes. Les résultats de l'étude ont été publiés en avril dernier dans la revue scientifique spécialisée *The Breast*.

Impossible pour l'instant de quantifier le «peu» et le «beaucoup» de la vitamine E et d'émettre des recommandations alimentaires. André Nkondjock prône donc «la prudence, pas d'excès». «On ne peut tirer des recommandations à partir d'une seule étude. Mais ça nous donne quand même un signal d'alarme. On a cru que les antioxydants pouvaient diminuer totalement les risques de cancer, mais ce n'est pas nécessairement vrai pour tout le monde. Le conseil qu'on peut donner est d'être prudent.»

Les antioxydants ont fait leurs preuves dans la lutte contre le cancer du côlon, du pancréas et de l'oesophage. Le cancer du sein semble par contre se moquer des recommandations usuelles: ainsi, les fumeuses seraient moins à risque et la consommation de vitamines et de minéraux à doses élevées augmenteraient les risques de rechute ou de mort chez les patientes qui sont en traitement. Même la consommation de fruits et légumes en abondance n'offrirait aucune protection!

Il reste que les récentes données contrastent avec les recommandations émises ces dernières années. «Justement, c'est ça les avancées de la recherche, dit André Nkondjock. Avec la recherche, il arrive que l'on trouve des choses qui ne sont pas essentiellement vraies. L'idée ici est qu'il faut être prudent dans la consommation de suppléments alimentaires avec des antioxydants.»



Photo GETTY IMAGES

L'ouragan *Isabel* a beau être menaçant, ça n'a pas empêché certains surfeurs de s'en donner à coeur joie hier à Wrightsville Beach, en Caroline du Nord.

## Isabel se dégonfle... mais demeure une menace

ANDRÉ DUCHESNE

«ON SE DÉPÊCHE de rentrer tout ce qui se trouve à l'extérieur, d'attacher solidement les portes et fenêtres et de déguerpir», racontait Dave Dawson, propriétaire du Cape Hatteras Motel, joint hier matin à son commerce situé dans l'archipel Outer Banks de la Caroline du Nord, en plein dans la trajectoire de l'ouragan *Isabel*.

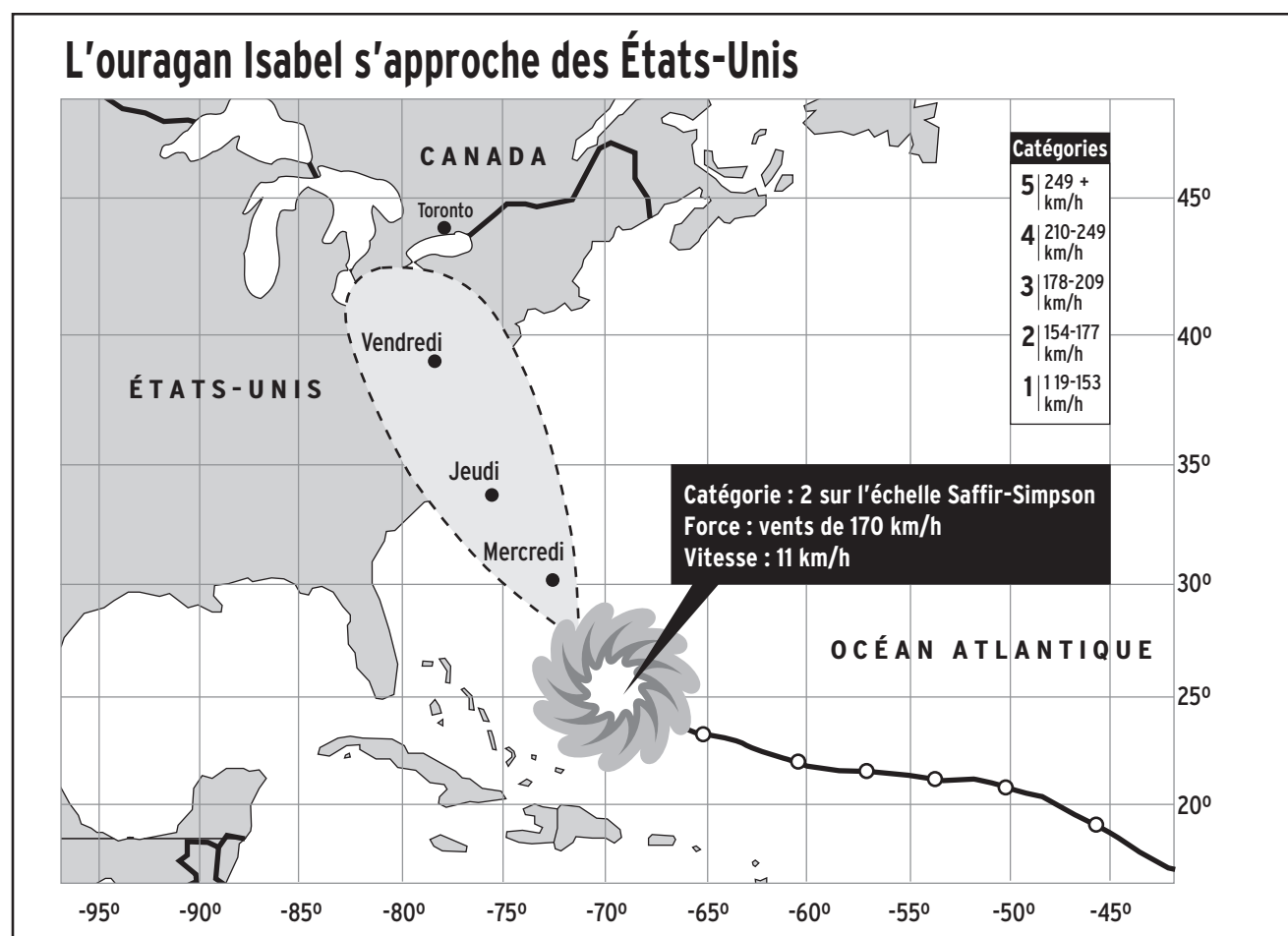
Bien que de force 2 (sur une échelle de 5) et ayant perdu de son intensité au cours des dernières heures, la tempête qui se rue vers la portion médiane de la côte est américaine constituait toujours une menace, notamment en raison de sa trajectoire susceptible de frapper des zones densément peuplées de la côte.

Hier après-midi, le gouverneur de la Caroline du Nord, Mike Easley, a déclaré l'état d'urgence, forçant ainsi tous les résidents et vacanciers des Outer Banks, archipel d'îles s'étirant le long de la côte de la Caroline, à regagner le continent.

Entre 75 000 et 100 000 personnes de l'État sont touchées par cet ordre d'évacuation. La Virginie est aussi frappée d'un état d'urgence depuis lundi.

«Que l'ouragan ait perdu de son intensité ne veut rien dire. Il peut tout aussi bien reprendre de la vigueur dans les heures qui viennent et frapper les côtes avec plus de violence que prévu», avertissait David Miller, porte-parole du National Oceanic and Atmospheric Administration, joint à Miami au cours de l'après-midi. Cette agence fédérale abrite le Centre de surveillance des ouragans où le téléphone n'a pas dérogé hier. «Nous avons reçu des appels venant d'aussi loin que de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de la Corée et du Royaume-Uni», ajoutait M. Miller.

Même constat aux bureaux montréalais d'Environnement Canada. «Depuis ce matin, c'est infernal. Les médias, les agriculteurs, les compagnies de tournage, les entre-



preneurs routiers nous appellent pour avoir des prévisions», racontait Gilles Coulombe.

Il faut comprendre que l'Ontario et le Québec risquent, au cours des prochains jours, de se partager les restes d'*Isabel* qui ira éventuellement agoniser au-dessus de la baie James dans la nuit de samedi à dimanche si elle suit la trajectoire prévue. Une fois au-dessus de nos têtes, la dépression se traduira par un cocktail de rafales de vents et de fortes pluies.

**Des vents de 160 km/h**

À 17 h hier, *Isabel* se trouvait à 923 kilomètres au sud/sud-est du cap Hatteras vers lequel elle se ruait à une vitesse de 13 kilomètres à l'heure. Selon les modèles de tra-

jectoire (nord/nord-ouest) des météorologues, elle devait toucher la côte dans un délai de 36 heures entre Little River Inlet en Caroline du Sud et Chincoteague en Virginie. Ses vents atteignaient une vitesse de 160 km/h.

Alors que le temps était encore beau sur la côte hier après-midi, la population se préparait au pire, ce que ce soit en quittant les lieux, en barricadant les demeures ou en accumulant des provisions de première nécessité: eau, piles, aliments en conserve, etc. Dans certaines quincailleries, on notait une montée en flèche du prix des panneaux de bois. Au point où le département de la Justice de la Caroline du Nord a diffusé un communiqué avisant les commerçants

qu'une loi empêche de telles pratiques.

Pendant ce temps, en Virginie, la Marine américaine évacuait une quarantaine de navires et de sous-marins de sa base de Norfolk. Partout, des équipes d'urgence étaient sur le pied de guerre. Des abris ouvraient leurs portes dans des écoles alors que des spécialistes en sinistre étaient conscris pour intervenir en cas de déversement d'huile, de pétrole ou d'autres produits polluants.

Chez les résidents de la côte, l'évacuation s'est faite avec un mélange de fébrilité et d'angoisse. «On ne sait jamais dans quel état on va retrouver nos biens», lançait Dave Dawson du Cap Hatteras Motel avant de raccrocher en vitesse.

## Six ouragans en 10 ans

ANDRÉ DUCHESNE

AMOUREUSE des plages, fille de grand air et de grands espaces, Véronique Langlois s'est établie il y a 10 ans à Wilmington sur la côte de la Caroline du Nord, pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur, ce sont le sable, la mer, les vagues... Et le pire, ce sont les ouragans.

Originnaire de Magog, cette femme de 33 ans a vécu en direct six ouragans au cours des 10 dernières années. Et lorsqu'on dit «en direct», ce n'est pas exagéré.

«Wilmington était carrément dans la trajectoire centrale de ces ouragans, raconte-t-elle, jointe à son domicile hier après-midi. Cette fois, Isabel doit passer un peu au nord de chez nous, mais on s'attend quand même à des dégâts. Je reste à trois minutes en voiture de la côte où les gens ont commencé à quitter leur maison.»

D'autres tentent de mettre leurs meubles en sûreté car les résidences dans ce secteur n'ont pas de sous-sol. Et si l'ouragan secoue la côte alors que la marée est haute, les inondations sont assurées...

Cela dit, l'arrivée d'un ouragan attise une certaine fébrilité dans une population côtière habituée à se faire brasser. «L'adrénaline monte, raconte Véronique. Dans les jours précédant l'arrivée d'une tempête, on fait des provisions, on protège nos fenêtres en les couvrant de ruban en forme d'étoile, on attache les clôtures.

Et quand la tempête arrive, ceux qui décident de rester assistent avec un mélange d'impuissance et d'admiration au déchaînement des éléments. «On se fait brasser, poursuit Véronique. Le bruit est comme celui d'un char d'assaut qui passe. La maison vibre, tout ce qui n'est pas attaché virevolte.»

Lorsque la population d'un secteur est frappée d'un ordre d'évacuation — ce qui est fréquent dans l'archipel des Outer Banks par exemple — il y a toujours quelques malins qui défient les autorités et restent chez eux. «Ceux-là, on les entend après en direct à la radio. Ils demandent qu'on aille les secourir, mais personne ne peut le faire», raconte Véronique.

## Sur une échelle de 1 à 5

L'INTENSITÉ des ouragans est classée sur une échelle de 1 à 5, appelée échelle Saffir-Simpson. Les ouragans de type 1 ont des vents oscillant entre 119 et 153 km/h et causent peu de dégâts aux infrastructures. À l'opposé, des ouragans de type 5, tel *Gilbert* en 1998, poussent des vents de plus de 249 km/h. Leur force est telle qu'il est parfois nécessaire d'évacuer les côtes jusqu'à une distance de 16 kilomètres. Ils causent des dégâts majeurs: toits arrachés, petits édifices détruits, etc. Le pire ouragan enregistré dans l'histoire américaine a causé la mort de plus de 8000 personnes sur les côtes du Texas en 1900. Il était de force 4.



Accompagné de Jean Charest, Jean Chrétien a affirmé hier qu'il était heureux du retour d'un gouvernement fédéraliste au Québec. Il en a aussi profité pour énumérer quelques dossiers qu'il aimerait que Paul Martin mène à bien une fois au pouvoir.

Photo REUTERS

CHAMPS DE COMPÉTENCES PROVINCIALES

# Chrétien invite son successeur à suivre la même voie que lui

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Dressant la table pour son successeur, Paul Martin, le premier ministre Jean Chrétien a réclaté qu'Ottawa maintienne le cap des dernières années et continue d'intervenir dans le logement social, la petite enfance et l'enseignement postsecondaire. Toutes des compétences provinciales.

De passage à Québec, accompagné du premier ministre Jean Charest, M. Chrétien a salué le retour au pouvoir d'un gouvernement fédéraliste, « qui croit au Canada » au Québec, devant le parquet d'un millier de présidents de chambres de commerce du monde entier.

Se souvenant s'être adressé à la Chambre de commerce de Québec, il y a neuf ans, peu après l'élection du Parti québécois, il a souligné s'être dès lors engagé à « préserver l'unité nationale ». « Nous avons traversé une période difficile, mais aujourd'hui nous avons un gouvernement qui croit au Canada », a dit M. Chrétien, après avoir rappelé qu'Ottawa avait « adopté la loi sur la clarté pour s'assurer que la question du référendum soit claire dans l'esprit de gens ».

« Les fédéralistes détiennent la majorité des sièges du Québec aux Communes, d'expliquer M. Chrétien, le Bloc Québécois craint bien davantage que le PLC les prochaines élections. »

Au chapitre de la lutte contre les souverainistes, « même si le travail n'est jamais terminé, nous pouvons dire que nous avons tenu nos engagements », a soutenu M. Chrétien.

À quelques semaines de son départ — son successeur Paul Martin deviendra chef du PLC à la mi-novembre —, M. Chrétien a décrit « un programme d'action pour l'ensemble du Canada », en reprenant une lettre transmise il y a deux semaines, a-t-il dit, par 200 gens d'affaires, des syndicalistes, des représentants du monde communautaire et municipal de Toronto.

Pour eux, la route à suivre est claire : Ottawa doit continuer d'intervenir dans une série de secteurs qui, au cours des dernières années, avaient provoqué des frictions avec le gouvernement du Québec. « Les

signataires appellent le gouvernement à développer le parc de logements abordables, et à investir dans les transports publics et les équipements communautaires », a soutenu M. Chrétien. « Ils réclament des investissements accrus dans l'éducation publique, le soutien au développement de la petite enfance et l'accès à un enseignement post-secondaire de qualité », a dit M. Chrétien développant les détails de ce « programme d'action » pour son successeur. Ce groupe demande à Ottawa de poursuivre sur la lancée du dernier budget fédéral « qui prévoit des investissements à long terme dans chacun de ces domaines », a conclu M. Chrétien.

Le premier ministre Charest, présent à la même tribune, n'a pas commenté la sortie de son homologue fédéral. « M. Chrétien faisait le bilan de son gouvernement. Le Québec va continuer à défendre ses compétences », a précisé l'attaché de presse de M. Charest, Christian Barrette.

D'après le ministre québécois des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier, la plupart des champs désignés hier par M. Chrétien sont « a priori des compétences provinciales ». Parfois, la Constitution est muette sur des questions aussi pointues que le logement social, mais le Québec a toujours défendu que l'esprit de la Constitution confiait aux provinces de telles responsabilités proches des citoyens.

Pour M. Pelletier, ces pistes ressemblent aux points de friction entre Ottawa et Québec au cours des dernières années. « Il est possible que M. Chrétien veuille réduire la marge de manoeuvre de M. Martin, mais je ne suis pas certain du succès qu'il obtiendra. Si M. Martin

était élu, il aurait la légitimité démocratique pour avoir son propre agenda. » Le discours d'hier « s'inscrit dans la lignée de vouloir intervenir dans des champs provinciaux et fait appel à un pouvoir fédéral de dépenser toujours plus important. S'il s'avérait que le fédéral ait les moyens d'intervenir dans ces secteurs, ce serait une autre illustration du déséquilibre fiscal », a dit M. Pelletier.

Une réunion de l'OMC décevante

Devant un parterre international, Jean Chrétien s'est dit profondément déçu de l'échec retentissant des discussions de l'Organisation mondiale du commerce qui ont achoppé en fin de semaine à Cancun, au Mexique. Les pays pauvres ont claqué la porte parce que les nations plus riches faisaient peu de cas de leurs doléances.

Le niveau de vie en Afrique a baissé de 10 ou 15 % depuis 10 ans, et M. Chrétien rappelle que ces pays pauvres ne peuvent rivaliser avec l'appui financier qu'accordent les pays riches à leurs producteurs agricoles. « Les pays riches accordent 350 milliards en subventions globalement alors qu'on accorde 50 milliards pour l'aide aux pays en voie et développement. Il faut que les cultivateurs africains puissent vendre leurs produits. Si leur niveau de vie augmente ils vont acheter des produits », a affirmé M. Chrétien qui ajoute que « certains pays consacrent plus de subventions aux vaches que d'autres n'en accordent aux enfants ». Les Américains et les Européens « se font une guerre de subsides qui fait qu'il est impossible pour les pays africains de vendre leurs produits dans le monde occidental », a précisé M. Chrétien.

« Nous avons traversé une période difficile, mais aujourd'hui nous avons un gouvernement (au Québec) qui croit au Canada. »

## Jean Charest, un jour premier ministre du Canada?

QUÉBEC — Jean Charest pourrait faire un bon premier ministre du Canada, a soutenu hier, mi-blagueur mi-sérieux Jean Chrétien, au moment de sa première rencontre avec le premier ministre québécois.

« C'est un homme qui a beaucoup d'expérience. Il a déjà voulu l'être... » a poursuivi M. Chrétien soulignant qu'il trouvait « très bon » son ancien rival conservateur. « Je l'ai toujours aimé, on a été des adversaires,

cela ne veut pas dire qu'on est des ennemis », a-t-il ajouté.

Devant des représentants de chambres de commerce, il a rappelé que Jean Charest avait fait son entrée aux Communes à 26 ans, en 1984, trois ans plus jeune que le député de Saint-Maurice, en 1963.

M. Charest avait tenté en vain de devenir premier ministre du Canada, aux élections générales de 1997, « et il le sera peut-être un jour », a dit M. Chrétien.

— Denis Lessard

« Point nécessaire de se désâmer! »

**INSTALLATION INCLUSE**  
À l'achat de tout système ExpressVu

Profitez du nouveau forfait de programmation Avantage numérique pour seulement 37,99 \$ par mois.

1 87 SOUCOUBE  
www.bell.ca/satellite  
Visitez un magasin Espace Bell

**ExpressVu**

**Bell**  
Et bien simple.™

Espace Bell  
Dumont  
BRAULT & MARTINEAU  
LA CASSE TELEPHONIQUE  
FUTURESHOP  
RadioShack  
STEREOQUEST  
CENTRE HI-FI  
audio centre  
ÉLECTRONIQUE HI-FI

3170887A

Cette offre se termine le 5 octobre 2003. Les abonnés doivent faire installer et activer les récepteurs d'ici le 19 octobre 2003. Ne s'applique pas aux résidents de condominiums, d'appartements ou d'autres immeubles à logements multiples ni à la clientèle commerciale. Pour les détails, visitez www.bell.ca/installationincluse. D'autres conditions s'appliquent. Des frais réseaux mensuels de 2,99 \$ avant taxes s'appliquent à tous les abonnés. Détails sur nos offres en magasin ou au www.bell.ca/satellite. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

VINCENT MARISSAL

vmarissa@lapresse.ca

# Le cauchemar gai



pas voter contre leur propre gouvernement.

Il est d'ailleurs curieux d'entendre M. Cauchon parler d'un « vote de confiance » envers le gouvernement, lui qui, la veille avec le premier ministre Chrétien, affirmait que la motion allianciste n'était qu'un piège. C'est ce qui est arrivé hier soir à Ottawa : les libéraux ont refusé de tomber dans le piège, mais ils n'ont pas réglé la question du mariage homosexuel, loin s'en faut. Cela se fera vraisemblablement aux prochaines élections générales et ce que la journée d'hier a aussi démontré, c'est que Paul Martin, le futur chef libéral, aura bien du mal à pousser la question des mariages gais sous le tapis au cours de la prochaine campagne. Un vrai cauchemar pour un homme qui veut marquer la rupture avec l'ère Chrétien, qui veut proposer son propre plan pour le Canada et, surtout, qui veut rapprocher toutes les régions du pays. M. Martin veut des élections dès le printemps, soit bien avant que la Cour suprême n'ait

rendu son avis sur les mariages gais et, donc, avant que le parlement ne vote sur le projet de loi. Difficile dans les circonstances d'éviter la délicate question ce

printemps en campagne électorale, d'autant plus que le chef de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, a promis hier de faire de l'opposition au mariage gai son cheval de bataille.

Imaginez le topo. D'abord, l'Alliance canadienne qui solidifie ses bases dans l'Ouest en ramenant constamment les mariages homosexuels au coeur de la campagne. Ensuite, une bonne cinquantaine de députés libéraux qui s'opposent publiquement à la redéfinition du mariage, surtout en Ontario. Il sera difficile pour Paul Martin d'exiger la solidarité de tous les candidats libéraux, lui qui prêche une plus grande liberté des députés depuis des mois. Enfin, le Bloc québécois qui accuse Paul Martin de ménager la chèvre et le chou. À six mois de déclencher sa première campagne

électorale en tant que nouveau chef libéral, M. Martin rêve certainement d'un scénario plus harmonieux.

L'exercice d'hier aux Communes, quoique douloureux, aura peut-être eu du bon : il aura permis de relâcher un peu de vapeur, ce qui ne peut faire que du bien dans un débat aussi émotif. Mais il ne s'agissait que de la première manche et à entendre le ton des échanges, on constate que la joute est loin d'être finie.

De toute évidence, les députés, comme une bonne partie de la population d'ailleurs, ont encore besoin de temps pour réfléchir à la question. Ils auront aussi besoin de la Cour suprême — encore une fois — pour trancher le débat. En attendant, si le Parlement fédéral est représentatif de la population, le moins que l'on puisse dire c'est que l'on aura droit à de furieux débats partout au pays dans les prochains mois. Un conseil : si vous voulez éviter les crises pendant le temps des Fêtes, n'abordez pas la question des mariages gais dans de vos *partys* de famille.

| VIRAGE À DROITE AU FEU ROUGE |

## Près d'une centaine d'accidents en cinq mois

FRANÇOIS CARDINAL

LE NOMBRE d'accidents liés à l'implantation du virage à droite au feu rouge confirme les craintes des opposants à cette mesure et le gouvernement s'inquiète du nombre élevé de cyclistes parmi les blessés. Après seulement cinq mois, le nombre d'accidents frôle la centaine et le nombre de blessés avoisine la quarantaine.

Jeudi dernier, le ministère des Transports du Québec a dévoilé

aux membres du comité de suivi du virage à droite au feu rouge (VDFR) les plus récentes statistiques concernant cette mesure controversée. Depuis son implantation, le 13 avril dernier, quarante personnes ont été blessées, dont 15 cyclistes, lors de 93 accidents avec dommages matériels, a appris *La Presse*.

Hier, cependant, lors d'une entrevue, le directeur de la sécurité en transport du Ministère, Pierre Perron, a précisé que ces chiffres

avaient été revus depuis la semaine dernière. « On a regardé les accidents un par un, a-t-il indiqué, et on a conclu qu'il y avait dans les faits 84 accidents que l'on pouvait directement relier au virage à droite. Soyons clair, on ne perd pas d'accidents, seulement les neuf en moins n'avaient, selon nous, rien à voir avec le VDFR. »

Selon les chiffres ainsi corrigés, le MTQ dénombre depuis avril au Québec 84 accidents avec 38 blessés, dont un grave (un blessé est considéré dans un état grave lorsqu'il est hospitalisé). Parmi ces 38 blessés, il y a 15 cyclistes, 11 automobilistes, sept passagers et cinq piétons. Le VDFR étant interdit dans la métropole, aucune statistique n'existe pour l'île de Montréal.

Pour le MTQ, ces statistiques

sont « *a priori* meilleures » que ce à quoi le gouvernement s'attendait. Tant la Coalition contre le virage à droite au feu rouge que l'organisme Vélo Québec estiment à l'opposé que leurs pires craintes se confirment. « Je demeure sur mes positions, lance Serge Poulin, porte-parole de la coalition. Il est question de 84 accidents de plus sur le bilan routier et donc de 84 accidents de trop que l'on aurait pu éviter. »

Pour sa part, Vélo Québec qualifie de « très conservatrices » les statistiques du MTQ. « Certains corps policiers ont de la difficulté à faire un lien entre un accident et le VDFR, affirme Patrick Howe, porte-parole. Malgré cela, l'organisme de défense des cyclistes s'est fié aux statistiques du gouvernement pour faire une projection sur une

base annuelle. Ainsi, Vélo Québec conclut que le nombre d'accidents pourrait dépasser 200 en avril prochain et le nombre de blessés approcher la centaine. Selon cette projection, 36 cyclistes seraient impliqués dans un accident.

Que cette projection soit réaliste ou non, le gouvernement reconnaît qu'il existe un problème avec le nombre de cyclistes que l'on retrouve dans les statistiques (près de la moitié des blessés).

« On a une préoccupation pour les cyclistes, reconnaît M. Perron. Depuis le début, les statistiques nous alertent un peu plus. Peut-être faudra-t-il revoir nos campagnes de sensibilisation. Des recommandations seront faites au gouvernement au printemps prochain. »

**Zytco LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE**

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS  
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,  
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,  
WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE  
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,  
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
WWW.ZYTCO.COM

514-335-2050  
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232



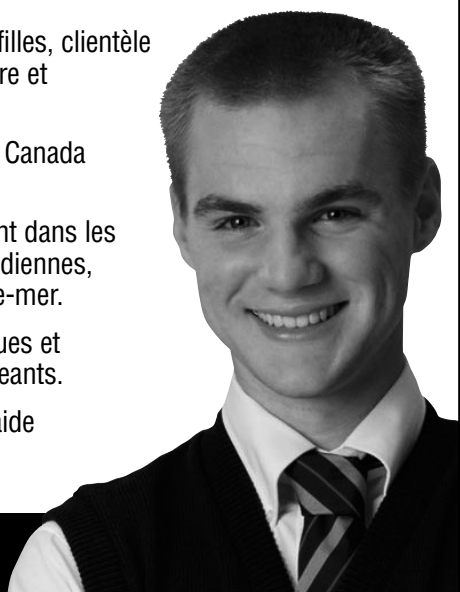
ASSOCIATION DES ÉCOLES INDÉPENDANTES DU CANADA  
(CANADIAN ASSOCIATION OF INDEPENDENT SCHOOLS)

### SALON DES ÉCOLES PRIVÉES CANADIENNES

Le dimanche 21 septembre  
13 h 30 à 16 h 00

Hilton Montréal Aéroport, Salon Gentilly  
12505 Côte-de-Liesse, Dorval • 514-631-2411

- Pensionnats pour garçons, filles, clientèle mixte; enseignement primaire et secondaire.
- Les écoles du Québec et du Canada seront représentées.
- Excellente fiche de placement dans les cégeps, les universités canadiennes, américaines et celles d'outre-mer.
- Les programmes académiques et athlétiques offerts sont exigeants.
- Possibilité de bourses et d'aide financière.



**CAIS**

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, PRIÈRE DE COMMUNIQUER AVEC:

ANDREW ELLIOT,  
(819) 876-2223 -  
admissions@stansteadcollege.com

## GRANDE OUVERTURE

**199\$**

Promenades St-Bruno, 450-653-5959

**EASYCLIP**  
Clip-On Magnétique

INCLUANT...  
✓ Monture  
✓ Clip-On  
✓ Verres de prescription  
✓ Protection ultraviolet  
✓ Résistance aux rayures

Supplément de 99\$/par paire pour double foyer incluant invisible. Verres de contact en spécial. \*Détails en magasin.

**SPÉCIAUX OFFERTS DANS TOUTES NOS SUCCURSALES**

• Promenades St-Bruno  
St-Bruno ..... 450-653-5959

• 1033, Marché Central  
L'Acadie/Chabanel, Montréal---514-384-1117

• 420, Jean-Talon Est.,  
Montréal ..... 514-273-2222

**Optique Laurier**  
OPTOMÉTRISTES

# Caféine

du lundi au vendredi  
6 h à 9 h

Invité :  
**Martin Larocque**

**TQS**  
.ca

# Joseph Facal juge sévèrement le PQ

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Bernard Landry, comme tous les péquistes, doit faire un examen de conscience et s'interroger sur les raisons de la défaite du 14 avril, prévient l'ancien ministre Joseph Facal. Dans un texte publié dans les pages Forum de *La Presse*, il souligne que la défaite du PQ n'a rien à voir avec la dernière campagne électorale, le débat des chefs ou les rapports entre Bernard Landry et les journalistes.

En fait, bien avant les élections, le gouvernement Landry a tenté en vain de faire croire aux électeurs qu'ils n'avaient pas raison d'opter pour le changement, « ce qui a renforcé la perception que nous ne les écoutions plus », affirme M. Facal.

Dans un entretien hier, M. Facal soulignait que, comme tous les autres membres du gouvernement, Bernard Landry devait battre sa coulpe. « Le résultat du 14 avril nous convie tous à un examen de conscience. Tous sans exception », dit-il.

Quand on lui rappelle que M. Landry, encore cette semaine dans

une entrevue au *Point*, soulignait qu'il pourrait bien rester à la tête du PQ et affronter à nouveau Jean Charest aux prochaines élections, M. Facal se contente d'un silence éloquent.

« Je serai là pendant les deux prochaines années, c'est ce que mon parti m'a demandé. Je dirigerai mon parti jusqu'à son prochain congrès, probablement en 2005... a dit M. Landry. Et il a ajouté : « Dans deux ans je verrai... si mes membres, militants et la population en général ont l'impression que je m'acquiesce bien de mon mandat de chef de l'opposition, il se peut très bien que je sois là pour reprendre le pouvoir et faire la souveraineté du Québec. »

« Je ne fais aucun commentaire là-dessus. J'en prends acte, c'est tout. M. Landry nous dit qu'il a préparé lui aussi (comme M<sup>me</sup> Marois) des textes de contenu. J'ai extrêmement hâte de les lire. Je jugerai sur pièces », s'est contenté de dire l'ancien ministre qui ne s'est pas représenté aux élections le 14 avril. Pas question de donner un chèque en blanc à l'actuel président du PQ. « Je veux voir ce qu'il a à dire » précise M. Facal.

Dans son texte, il souligne que c'est la députée de Taillon, Pauline Marois, qui a produit « la seule position réaliste » en remettant en question le partenariat politique entre le Québec souverain et le reste du Canada. « Une association de type européen n'est pas transposable en contexte nord-américain, mais des liens devraient être maintenus avec le Canada pour des raisons de géographie, d'histoire partagée et d'intérêt mutuel. »

Selon les informations obtenues par *La Presse*, l'ancien député péquiste de Fabre était, avec un universitaire, le principal rédacteur du texte publié il y a deux semaines par Pauline Marois où elle mettait de côté le partenariat politique. Interrogé à ce sujet hier, M. Facal a refusé de commenter.

Des sources au sein du caucus péquiste, chez les supporters de M<sup>me</sup> Marois, soulignent que la campagne de coulisses de l'ex-ministre des Finances semble suspendue depuis quelques semaines. Normalement à la veille d'un conseil national — un rassemblement est prévu à la mi-octobre à Québec — tout aspirant au leadership et

son équipe s'agitent. Or aucune cabale n'est en cours actuellement. « Que ce soit M<sup>me</sup> Marois ou François Legault, personne n'est équipé pour pousser M. Landry dehors » confie ce député favorable à M<sup>me</sup> Marois, « si M. Landry s'en va ». Le chef péquiste compte rencontrer seul à seul chacun de ses 45 députés avant la rentrée parlementaire du 21 octobre, une occasion pour vérifier les appuis dont il dispose, estime-t-on.

Dans le texte qu'il a transmis à *La Presse*, un projet qu'il avait annoncé avant que Bernard Landry n'accorde son entrevue au *Point*, à la télévision de Radio-Canada, M. Facal prend ses distances avec la version selon laquelle le PQ « se dirigeait vers la victoire jusqu'au débat des chefs et l'affaire Parizeau ».

« Je suis enclin à penser que nos problèmes ont commencé bien avant le déclenchement des élections. Quand nos concitoyens se sont mis à exprimer une profonde volonté de changement, quelques mois plus tôt, nous aurions pu chercher à la comprendre et à la satisfaire », observe M. Facal.

Le gouvernement Landry, au lieu

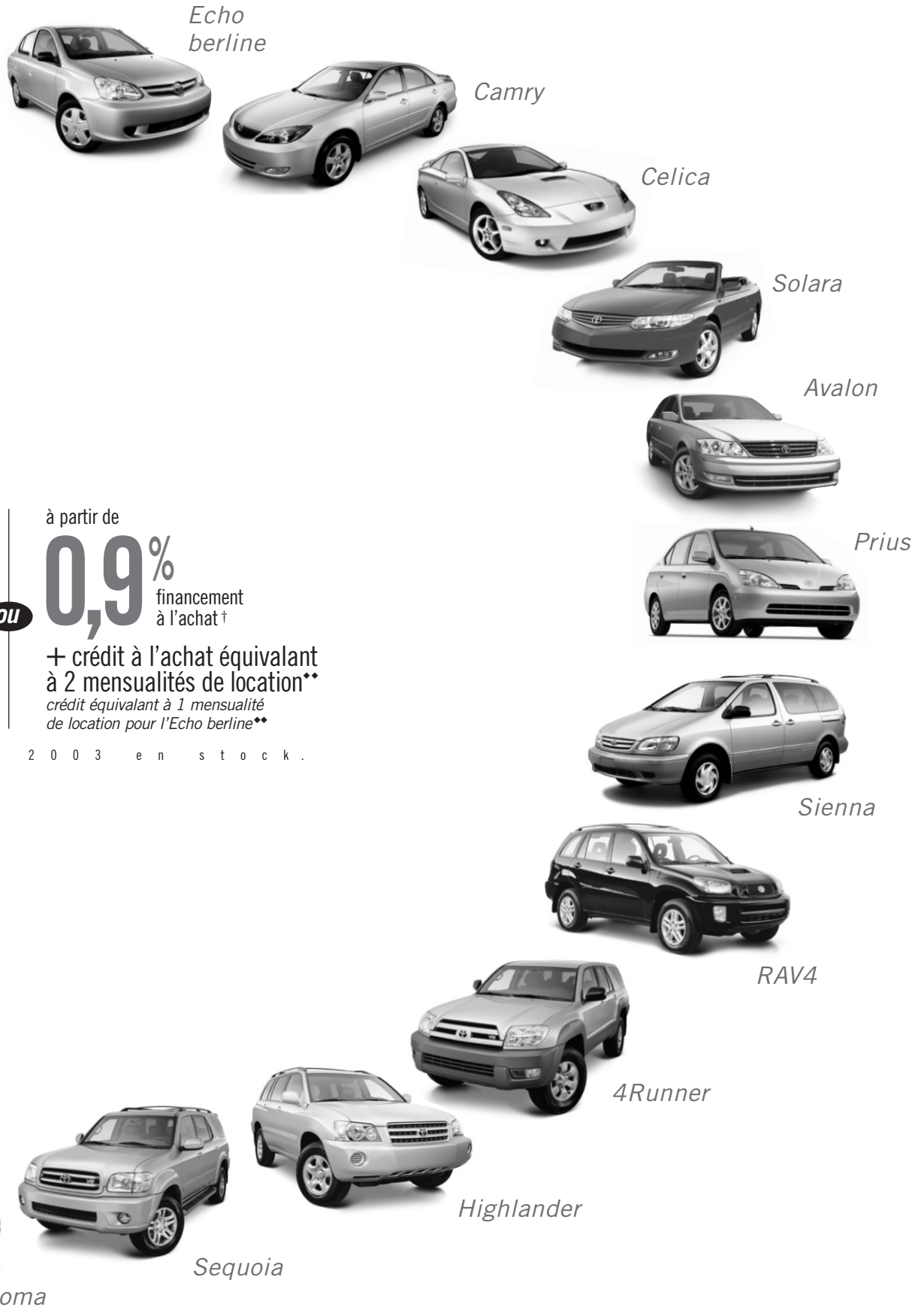
de se préoccuper du désir de changement, « a plutôt tenté de convaincre les Québécois qu'ils avaient tort de vouloir du changement, ce qui a renforcé la perception que nous ne les écoutions plus. « Le changement pour le changement c'est irrationnel, disions-nous », poursuit M. Facal. « C'était la faute des Québécois s'ils n'étaient pas éblouis par nos mérites », ironise l'ancien ministre. Par la suite, « quand la soupe est vraiment devenue chaude, nous avons confondu les vœux de la majorité avec les listes d'épicerie des groupes de pressions ». Durant la campagne électorale le PQ n'a proposé qu'un seul projet « emballant » : la conciliation travail-famille. « Mais en cherchant à le présenter comme plus achevé qu'il n'était en réalité ». En conclusion, même si les électeurs jugeaient que le PQ « avait fait du bon travail », ils pensaient aussi que cette équipe « avait donné ce qu'elle avait à donner ».

À lire également, « *Mea-culpa* », le texte de Joseph Facal en page A21.

COMPTÉ À REBOURS 2003  
LIQUIDATION



## TARDEZ PAS À VOUS DÉPÊCHER.



1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> mensualités location 48 mois\*  
1<sup>re</sup> mensualité pour l'Echo berline location 60 mois\*  
0\$  
ou  
0\$  
dépot de sécurité\*

à partir de  
0,9%  
financement à l'achat †  
+ crédit à l'achat équivalent à 2 mensualités de location\*\*  
crédit équivalent à 1 mensualité de location pour l'Echo berline\*\*

Sur ces modèles 2003 en stock.

Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Votre concessionnaire [www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca)



3165603A

**TOYOTA SERVICES FINANCIERS** **PEA** **1 000\$ de remise\*\***  
Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. \*Première et deuxième mensualités de 0 \$ sur tous les modèles 2003 neufs en stock pour des termes de location de 48 mois (à l'exception des modèles Corolla et Matrix) et première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles Echo berline 2003 neufs en stock, pour des termes de location de 60 mois. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois (Echo berline moindre que 60 mois), un rabais représentant le coût de deux mensualités basées sur un terme de 48 mois (une mensualité basée sur un terme de 60 mois pour l'Echo berline) sera accordé. Aussi, offre de 0 \$ dépot de sécurité sur tous les modèles 2003 neufs en stock à la location. Franchise annuelle de 24 000 km. Immatriculation, assurances et taxes en sus. \*\*Crédit à l'achat équivalent à deux mensualités de location, basées sur un terme de 48 mois, applicable au financement à l'achat des modèles Echo berline 2003 neufs en stock (à l'exception des modèles Corolla et Matrix) et crédit à l'achat équivalent à une mensualité de location, basée sur un terme de 60 mois, applicable au financement à l'achat des modèles Echo berline 2003 neufs en stock. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un financement autre que 60 mois, un rabais équivalent à deux mensualités de location basées sur un terme de 48 mois (rabais équivalent à une mensualité de location basée sur un terme de 60 mois pour l'Echo berline) sera accordé. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. † Le modèle disponible à 0,9 % de financement à l'achat est la Sienna 2003 neuve en stock sur financement à l'achat 36 mois. D'autres taux et termes s'appliquent aux autres modèles et aux autres termes pour la Sienna 2003. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. \*\* Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 30 septembre 2003. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

3165614

# Commandites: sept fonctionnaires seront punis

JOËL-DENIS BELLAVANCE  
et DENIS LESSARD

OTTAWA — Le ministère canadien des Travaux publics s'apprête à imposer des mesures disciplinaires contre sept fonctionnaires pour manque de rigueur dans la gestion du controversé programme de commandites, qui éclabousse le gouvernement Chrétien depuis plus d'un an.

Le ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, a indiqué hier que les sept fonctionnaires en question connaîtront leur sort au plus tard d'ici deux semaines et que les mesures disciplinaires peuvent aller de la simple réprimande à la suspension sans solde ou encore au congédiement.

« Ces mesures disciplinaires s'appliquent aux individus qui sont toujours à l'emploi du gouvernement. Dans les autres cas, il faudra les traiter d'une autre manière », a commenté le ministre, laissant ainsi entendre que la GRC fera enquête et prendra les mesures nécessaires contre ceux qui ne sont plus des employés du gouvernement.

La GRC enquête depuis 16 mois sur ce programme des commandites mis sur pied par le gouvernement Chrétien au lendemain de la mince victoire du NON au référendum de 1995 au Québec afin d'augmenter la visibilité du fédéral dans la province. Jusqu'ici, les limiers ont déposé 18 chefs d'accusation de fraude totalisant près de 2 millions de dollars contre Paul Coffin, président de la firme Communication Coffin, laquelle a obtenu pour 3,5 millions de dollars en contrats dans le cadre de ce programme. Récemment, la GRC a également élargi son enquête à l'aile québécoise du Parti libéral du Canada, afin de déterminer s'il y a eu malversation entre les agences de publicité de Montréal qui ont reçu des contrats et le PLC.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et son collègue de l'Alliance canadienne, Stephen Harper, ont soutenu à l'unisson que les fonctionnaires risquent d'être les boucs émissaires du scandale entourant le programme des commandites. Ils ont ajouté que seule une enquête publique

indépendante permettrait de jeter un éclairage sur la dimension politique de ce scandale.

« Alors que toutes les pistes se rapprochent du politique, étrangement, rien ni personne ne se penche sur le rôle joué par les ministres dans ce scandale », a commenté le chef bloquiste aux Communes. Pour sa part, le chef allianciste s'est dit satisfait de voir que des fonctionnaires qui ont géré le programme feront l'objet de mesures disciplinaires, mais il a ajouté que cela sera insuffisant puisqu'il est évident à ses yeux que ces employés du fédéral suivaient les directives de leurs supérieurs.

Le premier ministre Jean Chrétien a rétorqué que la GRC et la vérificatrice générale, Sheila Fraser, font leur enquête respective dans ce dossier. M<sup>me</sup> Fraser doit d'ailleurs déposer un rapport exhaustif sur l'ensemble de la gestion du programme le 25 novembre. « Ce sont des organismes tout à fait indépendants du gouvernement. Jusqu'à maintenant, ils font un très bon travail. Il n'y a pas de raison de changer la politique qui a été adoptée

il y a très longtemps par ce gouvernement », a-t-il commenté.

De passage à Québec hier, M. Chrétien a commenté l'élargissement de l'enquête à son parti en disant que les policiers pourront faire leur travail sans entrave. « Qu'ils (les policiers) fassent leur travail. S'il y a des gens qui ont commis des erreurs, qu'ils paient le prix. Je n'ai pas de sympathie pour des gens qui ont essayé de voler de l'argent au gouvernement », a-t-il dit.

Selon M. Chrétien, toute cette affaire autour des commandites n'entache pas sa feuille de route comme premier ministre à la veille de son départ. « Ce n'est pas moi, je n'ai pas volé d'argent au gouvernement, ni aucun de mes ministres. »

« Il y a des gens qui ont essayé de prendre de l'argent dans le cash. S'ils se font prendre, ils vont se faire taper sur les doigts. Quand vous avez un budget de 180 milliards et 400 000 fonctionnaires, il peut y avoir des gens qui essayent de faire des erreurs. Si les policiers les pognent, tant mieux pour la police... et tant pis pour eux ! »

## EN BREF

### Martin opposé à une enquête publique

MÊME s'il soutient vouloir faire les choses différemment de Jean Chrétien, Paul Martin s'est opposé hier à la tenue d'une enquête publique indépendante dans le scandale des commandites, qui éclabousse le gouvernement depuis près de deux ans. M. Martin estime que les enquêtes menées par la Gendarmerie royale du Canada et la vérificatrice générale suffisent pour faire la lumière sur les allégations de malversations. La vérificatrice générale, Sheila Fraser, doit publier son rapport en novembre. La GRC ne s'est fixé aucune date butoir pour terminer son enquête, entamée il y a 16 mois.

Presse Canadienne

### Un premier pas

LA CONSTRUCTION de résidences privées pour personnes âgées en perte d'autonomie n'est qu'un premier pas dans le développement d'un partenariat entre le public et le privé dans le domaine de la santé, a expliqué hier le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard. La prestation des soins doit demeurer la responsabilité des employés du réseau public, a-t-il précisé, mais la construction d'édifices, l'entretien

ménager ainsi que les services connexes peuvent très bien être confiés au privé, selon lui. Des projets pilotes seront sélectionnés dès la fin du mois prochain. Il s'agit toutefois d'une « expérience modérée » dont les résultats seront épluchés attentivement par le gouvernement. Le ministre a précisé à quelques reprises hier que le partenariat mis en place demeurera sous la responsabilité du secteur public.

Pascale Breton

### Cure minceur

JEAN CHAREST et ses ministres ont 311 attachés et conseillers au sein de leurs cabinets, soit 83 personnes de moins que dans les derniers temps du gouvernement du Parti québécois. La raison : il y a tout simplement moins de ministres. Le cabinet du premier ministre lui-même compte 34 employés, soit 12 de plus que celui de son prédécesseur Bernard Landry. Les 25 cabinets libéraux comptent en moyenne 12,4 postes, tandis qu'au sein de l'ancien gouvernement, chez les 34 ministres et secrétaires d'État, ce chiffre s'élevait à 11,6. Cette recension ne tient toutefois pas compte de la nomination récente de la nouvelle ministre déléguée aux Transports, Julie Boulet. À la direction des cabinets, on retrouve aussi moins de femmes qu'au temps du PQ.

Mario Cloutier

**15 % de rabais**  
SUR LE PRIX D'ACHAT DE VOS ABAT-JOUR  
AVEC CETTE ANNONCE

**ABAT-JOUR ILLIMITÉS**

LE PLUS GRAND CHOIX  
D'ABAT-JOUR AU CANADA  
4875, rue Jean-Talon O., MtL  
(près Décarie) Tél. : (514) 344-8555

OBLIGATOIRE D'APPORTER VOTRE LAMPE

Cette offre est valide du 17 septembre au 27 déc. 2003

# Bouclair

Choisissez les vêtements que vous préférez et faites les... à

**50%**  
de rabais\*

**SUR TOUS**

les tissus pour vêtements et les accessoires de couture

\* Rabais applicable sur la marchandise sélectionnée en magasin à prix régulier seulement. Ne s'applique pas aux commandes sur mesure, aux patrons, aux items promotionnels et à 1 \$ et à la marchandise discontinuée (étiquettes jaunes).

La vente se termine le 21 septembre, 2003.

www.bouclair.com

ANJOU • 7250, boul. des Roseaies	(514) 355-4858	GREENFIELD PARK • 3704, boul. Taschereau	(450) 466-6651
D.D.O. • Galeries des Sources	(514) 683-4711	LONGUEUIL • 1401, chemin de Chambly	(450) 670-2070
MONTRÉAL-NORD • Place Henri-Bourassa	(514) 327-1113	ST-BRUNO • Promenades St-Bruno	(450) 461-3738
ST-LÉONARD • 4425, boul. Jean-Talon Est	(514) 725-9175	ST-CONSTANT • 400, Route 132	(450) 635-8407
LASALLE • Place Newman	(514) 365-7337	ST-JEAN • 180, boul. Saint-Joseph	(450) 348-1145
MONTRÉAL • Marché Central	(514) 384-8856	ROSEMÈRE • 20-B, boul. Bouthillier	(450) 433-0746
MONTRÉAL • Place Montréal Trust	(514) 288-8020	STE-DOROTHÉE • 510, Aut. Chomedey Ouest	(450) 969-0281
PINCOURT • Faubourg de L'Île	(514) 453-1885	LAVAL • 1720, boul. des Laurentides	(450) 667-3120
ST-HYACINTHE • 2265, boul. Casavant Ouest	(450) 771-4294		
JOLIETTE • Galeries Joliette	(450) 753-1144		
MASCOUCHE • 125, montée Masson	(450) 474-0577		
REPENTIGNY • 85, boul. Brien	(450) 654-2619		
ST-EUSTACHE • 367, Arthur-Sauvé	(450) 974-7500		
ST-JÉRÔME • 900, boul. Grignon	(450) 569-0861		
BELOEIL • 528, boul. Sir-Wilfrid-Laurier	(450) 446-6634		
BOUCHERVILLE • 1001, boul. de Montarville	(450) 655-5100		

**NOUVEAU À LAVAL**

LAVAL • 2585, boul. Daniel-Johnson • (450) 682-5541

Autoroute 440

Boulevard Daniel-Johnson

RONA Carrefour Laval

**Bouclair**

L'origine de vos créations

**Parlons société!**

**BAZZO**

► dès **9h**

Réalisation : Danielle LeBlanc

**95.1 FM**  
**Première Chaîne**  
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/indicatifpresent

UNIVERSITÉS

# Les femmes s'imposent dans presque tous les pays de l'OCDE

MARIE ALLARD

LES FEMMES obtiennent un premier diplôme universitaire en plus grand nombre que les hommes dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception du Japon, de la Suisse et de la Turquie. Cette hausse relative de la proportion de femmes diplômées « est particulièrement frappante au Canada », avec un gain de 23 % entre 1991 et 2001, selon le rapport Regards sur l'éducation 2003, rendu public hier.

Même si leur sort ne s'améliore pas aussi vite que celui des femmes, les hommes ne s'en tirent pas si mal. « Le Canada est un des pays qui ont connu la plus forte progression du nombre de diplômés universitaires, les deux sexes confondus », confirme Éric Charbonnier, statisticien à l'Organisation de coopération et de développement économique, à Paris. Alors que l'augmentation moyenne est de 10 %, celle du Canada est de 19 %, si bien que la moitié des 25 à 34 ans y détient maintenant un diplôme tertiaire, un record au sein de l'OCDE.

Il reste que « dans le passé, les hommes accédaient en général plus facilement

aux études supérieures », note le rapport. En 1990, le taux d'obtention d'un diplôme universitaire était plus élevé chez les hommes dans la moitié des pays analysés.

« Depuis 10 ans, on observe un retournement de tendance, souligne M. Charbonnier. Dès qu'elles ont 15 ans, les filles ont plus d'ambition professionnelle que les garçons. » Les jeunes Canadiennes de cet âge sont, en effet, 77 % à espérer exercer un « métier intellectuel hautement qualifié » à 30 ans, contre 65 % des Canadiens de 15 ans.

Lacunes en lecture et écriture

« Ce n'est pas si surprenant : on sait depuis longtemps que les garçons ont du retard en lecture et en écriture, alors que ces habiletés sont essentielles pour poursuivre des études supérieures », commente Jean-Guy Blais, professeur à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Selon lui, les insuccès des garçons risquent d'être encore plus fréquents à l'avenir, la réforme « remplaçant les questions mathématiques comme 4 + 2 par des textes de huit lignes ».

Dans l'ensemble des pays membres de l'OCDE, les hommes représentent tout de même plus des deux tiers des diplômés en mathématiques et en informatique, et plus des trois quarts des diplômés en génie. Ils sont aussi plus nombreux que les femmes à obtenir des titres de haut niveau, comme le doctorat.

L'étude met également en garde contre « le risque croissant de pénurie d'enseignants dans les pays de l'OCDE ». Dans 15 des 19 pays pour lesquels ces données sont disponibles — dont le Canada — la majorité des enseignants du primaire sont âgés d'au moins 40 ans, alors « que les jeunes ne sont pas assez nombreux à s'orienter vers cette profession ».

Selon Éric Charbonnier, le Canada se démarque par ailleurs par la présence de plus en plus importante des investissements privés dans son système d'éducation. Entre 1995 et 2000, le financement privé est passé de 6 % à 8 % du budget des écoles primaires, secondaires et post-secondaires des écoles non tertiaires. En ajoutant le secteur tertiaire, la part du privé a évolué de 18,8 % à 20,1 %, ce qui pourrait « compromettre l'accès à l'éducation supérieure », souligne le statisticien.

# Québec sous l'influence de « groupes occultes », selon la CSN

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — L'escalade du discours syndical contre le gouvernement Charest se poursuit. La Fédération de la santé et des services sociaux (CSN) considère Québec comme un gouvernement « ultraconservateur » influencé par des « groupes occultes de la droite pure et dure » comme l'Institut économique de Montréal.

Devant 700 délégués de la FSSS réunis à Laval, hier, le président du plus gros syndicat du réseau de la santé avec près de 100 000 membres, Pierre Lamy, a vivement dénoncé les positions gouvernementales sur les fusions d'établissements et de syndicats ainsi que le recours à la sous-traitance.

« Sa réingénierie de l'État, c'est une formule de marketing politique qui masque l'intention réelle, soit le moins d'État possible, soit le moins de moyens possibles pour l'égalité des chances, pour lutter contre la pauvreté, pour garantir le droit à la santé et à l'éducation, pour les services aux familles », a déclaré M. Lamy. En entrevue, il avoue qu'il n'a pas l'intention de mâcher ses mots à l'égard de ce qu'il appelle une « tentative de se calquer sur le gouvernement de Ralph Klein », en Alberta, en saccageant de « grands acquis sociaux » au Québec.

En santé, M. Lamy oppose une fin de non-recevoir catégorique à l'idée des libéraux de rouvrir l'article 45 du Code du travail. La FSSS compte même exiger, durant les négociations des conventions collectives, le renforcement des clauses qui empêchent la sous-traitance dans les établissements de santé. « L'objectif de l'ouverture de l'article 45, c'est de baisser les conditions salariales du monde », affirme le président de la FSSS.

Il dénonce aussi fortement la façon dont le dossier de la fusion des unités syndicales a été présenté à son syndicat par le Conseil du Trésor vendredi dernier. « Je suis ouvert à négocier, mais sûrement pas à me faire imposer sans discussion. Ça ne fonctionnera pas avec les syndicats », avertit M. Lamy.

La priorité pour la FSSS et les autres syndicats du secteur public demeure le règlement du dossier de l'équité salariale. L'intersyndicale compte « réaligner sa position » afin de présenter une offre globale de règlement au gouvernement d'ici quelques semaines. « On a prolongé les conventions collectives d'un an. On veut éviter de lier les deux dossiers de l'équité et des salaires », dit-il pour répliquer aux indications du négociateur du gouvernement, Jean-François Munn, à ce sujet.

Devant la mise en jeu qui se dessine dans le secteur public et la façon d'aborder les dossiers par le gouvernement, le président de la FSSS croit que la création d'un front commun syndical « est d'autant plus importante ».

# L'Institut économique de Montréal prône le recours aux partenariats public-privé

LIA LÉVESQUE  
Presse Canadienne

ALORS QUE LE DÉBAT vient d'être lancé par le gouvernement Charest sur le recours à la sous-traitance, l'Institut économique de Montréal vient de publier une note démontrant le potentiel d'un recours accru aux partenariats public-privé.

L'auteur de la « note économique », Paul Daniel Muller, chercheur associé à l'Institut, estime que Québec aurait avantage à s'inspirer des expériences tentées dans d'autres provinces et d'autres pays « afin de réduire le coût de ses services et de moderniser ses infrastructures ».

« Il y a une série de domaines qui peuvent être regardés », commentait M. Muller en entrevue. « Le plus facile, ce sont les ponts et les infrastructures routières. C'est moins controversé que d'impartir une fonction qui est déjà accomplie par des employés de l'État », fait-il valoir. Il ajoute le cas des petites centrales hydroélectriques.

Sans aller jusqu'à suggérer nommément ces voies au Québec, il énumère dans sa note économique des services qui peuvent théoriquement être impartis ou qui peuvent faire l'objet d'un partenariat public-privé : technologies de l'information, gestion documentaire, entretien de parcs de véhicules, gestion d'installations pour des écoles, des hôpitaux ou autres édifices publics, autoroutes, bibliothèques, écoles, cégeps, transport en commun, logement social, protection contre les incendies, centres correctionnels, hôpitaux entiers, etc.

« Il faut que le gouvernement regarde ça au cas par cas », opine-t-il. « Chacun des ministères doit regarder dans sa cour » ce qui peut être fait.

Interrogé à pour savoir si de telles actions seraient politiquement faisables par le gouvernement du Québec, M. Muller n'a pas voulu s'avancer. « Il faut le lui demander », rétorque-t-il. Il souligne cependant que plusieurs actions sont faisables au plan économique, puisqu'elles ont été tentées ailleurs.

Selon lui, les économies réalisées proviennent essentiellement de l'appel d'offres qui doit être fait, de la mise en concurrence des parties intéressées à dispenser le service. Il cite un cas où même le syndicat concerné a été invité à soumissionner, au même titre que l'entreprise privée, pour offrir un service donné.

L'Institut économique de Montréal est surtout connu pour son fameux palmarès des écoles.

# FABRICVILLE

VOTRE MÉGA MAGASIN MODE ET DÉCOR MAISON

www.fabricville.com

PROCUREZ-VOUS UNE COPIE DE NOTRE CIRCULAIRE EN MAGASIN

## COIN DU MOLLETON

Sélection de **TOUT NOUVEAUX MOTIFS**

**6<sup>99</sup> m et plus**

**Molleton motifs EXCLUSIFS**

Cour. 19,99m

**12<sup>99</sup> m**

DISPONIBLE UNIQUEMENT CHEZ FABRICVILLE

**Molleton RÉVERSIBLE**

Cour. 25,99m



**13<sup>99</sup> m**



**Molleton lié de SHERPA**

Cour. 29,99m

**17<sup>99</sup> m**

## SPÉCIALEMENT pour la PIQÛRE

**COTONNADE**

Cour. 9,99m

**4<sup>99</sup> m**

Imprimés «V.I.P.»

Cour. 8,99m

**5<sup>99</sup> m**

**COTONS POUR LA PIQÛRE ET L'ARTISANAT**

Cour. jusqu'à 9,99m

**2<sup>99</sup> m**

## SUPER SPÉCIAUX 2 JOURS

JEUDI ET VENDREDI SEULEMENT

**TOUS les ENTOILAGES**

**50% DE RABAIS**

SAMEDI ET DIMANCHE SEULEMENT

**POLYESTERS «TRENDY»**

Unis et imprimés

**2<sup>99</sup> m**

ÉTUDIANTS! ÉTUDIANTS!

Sur présentation de votre carte-étudiante valide, obtenez un

**RABAIS ADDITIONNEL DE**

**15% sur nos prix cour. et déjà réduits sur**

- TOUS les tissus à draperie et à rembourrage en magasin
- TOUTE la quincaillerie et les accessoires décoratifs à draperie
- TOUTE la literie ainsi que les rideaux, stores et coussins TOUT-FAITS!

## SPÉCIAUX sur les PATRONS

McCall's

**3<sup>49</sup> ch.**

Butterick

**3<sup>49</sup> ch.**

Vogue

**5<sup>00</sup> ch.**

burda

**50% DE RABAIS**

## decorville @Fabricville

Voiles «**MARBRÉ**» et tissus poids draperie coordonnés

Cour. 16,99m et 19,99m

**11<sup>32</sup> m et 13<sup>32</sup> m**

**JACQUARDS FILS TEINTS**

Cour. 31,99m

**21<sup>32</sup> m**

## JACQUARDS de CHENILLE

Cour. 24,99m

**16<sup>66</sup> m**

**33 1/3% DE RABAIS**

Le symbole "Moins cher pour membres" indique les prix membres **Club Elite**. Escomptes non-membres aussi disponibles en magasin. Spéciaux de draperies non-valides pour les commandes à domicile. Les images peuvent varier de la marchandise en soldes.

**GRATUIT Service de Décoration à Domicile (514) 388-6600**

**decorville @Fabricville FABRICVILLE**

**50 \$ DE RABAIS**

**DRAPERIES et LITERIE**

Faites sur mesure

Coupon valide jusqu'au mar. 23 sept. 2003

Valide sur le tissu et la confection pour toute commande de 500\$ et plus, de draperies ou literie faites sur mesure. Valide pour les commandes Service à Domicile seulement. Ce rabais n'est pas applicable aux frais d'installation ni aux achats de stores. Un bon d'achat par commande. Ne peut être jumelé à aucun autre bon d'achat, ni offre spéciale.

**FABRICVILLE**  
Visitez nous à [www.fabricville.com](http://www.fabricville.com)  
Le plus grand distributeur de tissus et draperies avec 170 magasins à travers le Canada

Ouvert les dimanches de MIDI à 17h  
Pour des raisons d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

- PLACE VERSAILLES - 7275, rue Sherbrooke est
- CENTRE VILLE - 354, rue Ste-Catherine ouest
- N.D.G. - 6444, av. Somers
- D.D.O. - 2050, boul. St-Régis
- MONTRÉAL - 1178, rue Beaumont
- LASALLE - 8469, boul. Newman
- GALERIES LAVAL - 1545, boul. Le Corbusier
- CENTRE GREENFIELD PARK - 3566, boul. Taschereau
- CENTRE RÉGIONAL CHATEAUGUAY - 200, boul. d'Anjou
- GALERIES ST-LAURENT - 1993, boul. Marcel-Laurin

- (514) 493-6666
- (514) 866-1821
- (514) 483-2685
- (514) 683-4550
- (514) 737-4755
- (514) 365-8045
- (450) 978-1313
- (450) 672-6884
- (450) 699-6112
- (514) 334-0910

PROSTITUTION JUVÉNILE

# Pas d'enquête sur l'administration L'Allier

Le Soleil

LE MINISTRE de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, « ne compte pas tenir d'enquête sur des allégations sans fondement concernant la possible ingérence de l'administration du maire Jean-Paul L'Allier » dans le dossier de la prostitution juvénile à Québec.

C'est ce qu'il a fait savoir hier au chef de l'opposition à la Ville de Québec, Jacques Langlois. « Le ministre a appelé M. Langlois pour savoir s'il y avait des éléments nouveaux pour justifier une enquête, a expliqué son attaché de presse, Daniel Thibault. C'est certain que le ministre écouterait ce qu'on a à lui dire, mais on ne fera pas d'enquête sur des allégations sans fondement. Pour cela, il faudrait que M. Langlois ait de l'eau à apporter au moulin », a-t-il ajouté. En somme, l'attaché de presse confirme que la lettre envoyée la semaine dernière par Jacques Langlois au ministre de la Sécurité publique, portant sur une possible ingérence de l'administration municipale dans l'enquête de la prostitution juvénile, ne contient aucun élément qui justifie l'intervention du ministre.

M. Thibault va encore plus loin, disant qu'avant même de saisir le

ministre du dossier, M. Langlois devra faire part d'éventuels éléments de preuve à la Sûreté du Québec. La réponse du ministre Chagnon a contraint M. Langlois à demander un délai de 24 heures pour qu'il puisse mettre la main sur d'éventuelles preuves.

Outré par cette demande d'enquête, le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, a affirmé lundi soir qu'il démissionnerait si une telle enquête révélait qu'il y avait eu ingérence. Dans le cas contraire, il demande à Jacques Langlois d'en faire autant. Un défi que le chef de l'opposition n'a pas relevé.

Première condamnation

Un premier Wolf Pack impliqué dans ce réseau de prostitution juvénile a par ailleurs plaidé coupable hier. Un sursis de peine a été accordé à Jean-Max Dolciné, compte tenu des sept mois de détention provisoire déjà purgés. Il a toutefois été condamné à un mois de prison pour avoir préalablement enfreint ses conditions de libération conditionnelle. Il va sans dire qu'il ne s'agit pas du plus dangereux proxénète appréhendé au cours de l'opération Scorpion. Le procureur de la Couronne, M<sup>e</sup> Michel Greene, l'a qualifié d'« apprenti proxénète », si on le com-

pare aux autres. D'ailleurs, Dolciné avait été le seul présumé proxénète à recouvrer sa liberté cet été. Il a toutefois repris le chemin du centre de détention il y a deux semaines, accusé de ne pas avoir respecté ses conditions de libération conditionnelle.

L'homme de 26 ans de Québec a plaidé coupable à des accusations d'avoir incité une adolescente de 15 ans à avoir des rapports sexuels illicites, de trafic de stupéfiants, de possession de stupéfiants et de ne pas avoir respecté ses conditions de libération. En contrepartie, le ministère public a demandé un arrêt du processus pour une accusation d'avoir fait prendre de la drogue à une personne afin de permettre qu'une autre ait des rapports sexuels avec elle. Une autre accusation pour non-respect des conditions de libération a aussi été retirée.

Le procureur de la Couronne a expliqué au juge Laurent Dubé que le plaidoyer de culpabilité de Dolciné résulte principalement d'un événement lors duquel il a induit l'adolescente à avoir des rapports sexuels avec Georges Tannous. La victime se prostituait déjà pour le compte d'un autre Wolf Pack, Tchéchet Pierre-de Bellefeuille.

# Une histoire de polygraphe irrite le juge Béliveau

ANDRÉ CÉDILOT

L'ANCIEN CHEF de gang des Rock Machine, Peter Paradis, n'a pas tout dit sur son implication dans trois affaires de meurtre quand il a décidé de se mettre à table au début de l'an 2000. « Au commencement, j'ai minimisé mon implication parce que je ne faisais pas confiance aux policiers et au gouvernement. Après j'ai dit la vérité », a-t-il déclaré, hier, au cours de son contre-interrogatoire au superprocès de gangstérisme des Hells Angels Nomads et des Rockers de Montréal.

Le juge Pierre Béliveau a fait une sortie quand Paradis a laissé entendre au jury qu'il avait échoué le test du polygraphe à cause de ces cachotteries du début de sa collaboration avec la police. Le juge était d'autant plus irrité qu'il avait mis tout le monde en garde, quelques minutes plus tôt, sur la façon d'aborder ce délicat sujet durant le procès.

À l'occasion du précédent témoignage d'un autre délateur, le juge Béliveau a été forcé de réparer une malencontreuse bourde du ministère public qui a remis au jury une information qui devait être tenue secrète. Il a émis une directive aux jurés les invitant à ne pas tenir compte de ce qu'ils auraient pu avoir lu ou entendu à propos de l'examen polygraphique subi par Stéphane « Godasse » Gagné.

En réplique aux attaques impitoyables des Rockers et autres filiales des Hells Angels Nomads, Paradis a relaté avoir été impliqué, directement ou indirectement, dans trois meurtres et une demi-dizaine d'attentats à l'explosifs perpétrés contre des débits de boissons et des commerces de Verdun et des environs, associés aux clans ennemis. Le 10 août 1998, Paradis a lui-même été victime d'une tentative

de meurtre à bord d'un véhicule. En pleine rue, et au milieu des passants, il a été atteint de quatre balles sans même avoir eu le temps d'esquisser un seul geste.

Traqué et sans argent — il en était rendu à voler des steaks dans les épiceries — Paradis a décidé de tourner sa veste au début de l'an 2000 à la suite de son arrestation en compagnie de ses principaux acolytes. En rendant les armes, Paradis et les Rock Machine ont en quelque sorte abandonné « le seul territoire de chasse » de l'île de Montréal qui échappait encore aux Rockers et aux Hells Angels Nomads.

Durant son témoignage, Paradis a identifié les photos d'une bonne quinzaine de membres des Rock Machine et de leurs alliés du Dark Circle tombés au combat. À l'automne 96, il a échappé de justesse à la fusillade qui a coûté la vie à celui qui l'avait parrainé dans les Rock Machine, Renaud Jomphe. « J'étais parti faire une commission, et c'est à mon retour au restaurant que j'ai vu ce qui s'était passé », a-t-il dit. Un autre membre du gang a été tué, tandis que son bras droit, Raymond Lareau, a été grièvement blessé. Ce coup fatal l'a incité à continuer la guerre de plus belle, la vengeance au coeur. Il en voulait surtout à l'un de ses clients qu'il soupçonnait de l'avoir entraîné dans un guet-apens avec Jomphe et les autres.

Condamné à 12 ans de pénitencier, Paradis a été libéré en avril 2002, au sixième de sa peine. Il vit sous une nouvelle identité avec sa femme et son fils. Il n'y a pas longtemps, il a publié un livre sur sa vie de motards, intitulé *Sale Job*. Il reviendra à la barre aujourd'hui pour la troisième journée.



EN BREF

## Cocktail Molotov dans une pizzeria

UN COCKTAIL Molotov lancé tôt hier matin dans la façade vitrée d'une pizzeria, au 9160, rue Airline, dans l'arrondissement de LaSalle, à Montréal, a causé plus de peur que de mal, le mécanisme inflammable s'étant éteint avant l'intervention des pompiers. L'incident est survenu vers 4 h 30 alors que le restaurant Giumello Pizza était fermé pour la nuit. Les dommages se sont limités à la vitrine fracassée et à un peu de fumée à l'intérieur du commerce. L'enquête a été confiée aux policiers de la section des incendies criminels du SPVM.

Marcel Laroche

## Blâme pour la SQ et les Transports

LA COMMISSION de la santé et de la sécurité du travail (CSST) blâme la Sûreté du Québec et le ministère des Transports pour la mort de deux travailleurs à l'automne 2002. Le 6 octobre dernier, le caporal Antonio Arsenault et le surveillant routier Jean-Yves Therrien ont été happés mortellement lorsqu'ils tentaient de délimiter une zone de déviation sur l'autoroute 15, à Laval. La CSST a aussitôt entrepris une enquête dont les conclusions ont été dévoilées hier.

« La CSST considère que le Poste autoroutier de Laval de la Sûreté du Québec et le Centre de services de Laval du ministère des Transports du Québec ont agi de manière à compromettre sérieusement la sécurité de leurs travailleurs », affirme-t-on. En conséquence, un constat d'infraction a été émis au Procureur général du Québec qui s'expose à une amende pouvant aller de 5000 \$ à 20 000 \$. Selon la CSST, la méthode de travail privilégiée par les deux employés afin de circonscrire la zone de déviation à l'aide de repères visuels ne les protégeait nullement contre les véhicules qui circulaient sur l'autoroute.

François Cardinal

## Funérailles de Guy Cormier

LES FUNÉRAILLES de Guy Cor-

mier, ancien éditorialiste à *La Presse* décédé à l'âge de 81 ans, auront lieu demain, jeudi, à la Coopérative funéraire de Sherbrooke. Famille et amis sont attendus à 10 h 30 pour assister à une cérémonie religieuse qui aura lieu sur place. Une rencontre amicale à la mémoire de M. Cormier sera organisée à Montréal dans les prochaines semaines.

**ANGLAIS**  
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION  
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue  
À temps partiel et semi-intensifs  
matin, après-midi, soir, samedi  
1 à 7 fois/sem. • 250 \$/30 h\*  
\*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$  
Formation en entreprise adaptée à vos besoins  
Cours privés : toutes les langues  
Converlang  
école de langues postmoderne  
accréditée par Emploi-Québec  
1160, boul. St-Joseph Est, 3<sup>e</sup> étage, Montréal  
(514) 278-5309 www.converlang.com

RÉSULTATS		Tirage du 2003-09-16	
07	08	10	13
36	38	45	47
19	20	24	29
32	33	61	62
65	68		
Tirage du 2003-09-16		Tirage du 2003-09-16	
147	554	NUMÉRO	357309
Tirage du lundi 2003-09-15		Tirage du mardi 2003-09-16	
NUMÉROS PRIMAIRES		NUMÉROS PRIMAIRES	
373585	LOT 50 000 \$	169650	LOT 50 000 \$
73585	LOT 1 000 \$	69650	LOT 1 000 \$
3585	LOT 50 \$	9650	LOT 50 \$
585	LOT 10 \$	650	LOT 10 \$
85	LOT 5 \$	50	LOT 5 \$
NUMÉROS SECONDAIRES		NUMÉROS SECONDAIRES	
373584	OU 373586	169659	OU 169651
73584	OU 73586	69659	OU 69651
3584	OU 3586	9659	OU 9651
584	OU 586	659	OU 651
84	OU 86	59	OU 51
LES LOTS PAYABLES À COMPTER DU MERCREDI			

**Opération Bonne Mine 2003-2004**

Venir en aide aux enfants de parents défavorisés qui ne sont pas en mesure de défrayer les coûts relatifs à la rentrée scolaire ou à des activités parascolaires

Aider les enfants à acquérir l'estime de soi et favoriser leur intégration dans un groupe

Prévenir le décrochage scolaire.

**Donnez!**  
Chaque étoile a le droit de briller!

1-877-257-MINE 6468

Jusqu'au 31 mars 2004

Élise Guilbault Porte-parole

La Société de Saint-Vincent de Paul  
Conseil central de Montréal  
Société de Saint-Vincent de Paul  
1930, rue de Champlain  
Montréal (Québec) H2L 2S8  
Tél. : (514) 526-5937, Téléc. : (514) 526-5930  
Site Internet : www.ssvp-mtl.org  
Courriel : permanence@ssvp-mtl.org

JEAN COUTU, Hydro Québec, Bell, La Presse

**Festival d'installation EduLinux**  
Basé sur Mandrake Linux

Vous avez entendu parler d'EduLinux? À l'invitation de la Faculté de génie, venez le faire installer gratuitement sur votre ordinateur et écouter les conseils des créateurs de la version québécoise de ce logiciel libre.

À Longueuil, 19 septembre, 10 h à 20 h  
Université de Sherbrooke  
Campus de Longueuil  
Métro Longueuil—Université-de-Sherbrooke  
Complexe Saint-Charles, Tour Ouest, locaux 504 et 532

À Sherbrooke, 20 septembre, 10 h à 16 h  
Université de Sherbrooke  
Campus principal  
2500, boul. de l'Université à Sherbrooke  
Carrefour de l'information

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

DÉCOUVREZ LA DIFFÉRENCE

**Berlitz English**

Brossard  
Bureau 230  
6300, rue Auteuil  
450.656.8433

Montréal  
Bureau 102  
2020, rue University  
514.288.3111

Saint-Laurent  
Bureau 305  
9900, boul. Cavendish  
514.387.2566

3156495A

Parlez l'anglais avec confiance grâce à BerlitzEnglish

BerlitzEnglish est une méthode d'apprentissage de l'anglais

- unique
- interactive
- dynamique

Nos options de cours les plus populaires sont :

- Cours intensif de 27,5 heures par semaine pour seulement 275 \$ par semaine (2 à 10 semaines)
- Cours en soirée, 5 à 8 personnes, à partir de 249 \$ par semaine pendant 4 semaines

Vous voulez vraiment apprendre l'anglais? Appelez votre Centre de langues Berlitz dès maintenant et inscrivez-vous à la différence BerlitzEnglish.

www.berlitz.ca

NOUVEAU **Berlitz ENGLISH** MD  
Un acquis pour la vie.

Copyright 2003 Berlitz Canada Inc. Tous droits réservés.

# Le projet des listes d'attente sur Internet accueilli avec scepticisme

NICOLAS BÉRUBÉ

LE PROJET du gouvernement Charrest de publier sur Internet les listes d'attente des hôpitaux est accueilli avec scepticisme dans le milieu de la santé. Permettre aux « consommateurs » de choisir entre les listes d'attente des différents établissements ne réduira pas les délais des chirurgies, estiment les groupes de protection des patients et les médecins spécialistes.

« C'est une annonce qui me laisse perplexe et étonné, admet le Dr Yves Dugré, président de la Fédération des médecins spécialistes. Les listes d'attente peuvent certainement être un outil pour régler les problèmes d'accessibilité. Mais ce

qui est proposé, je ne vois pas comment ça va mieux servir les patients. »

Le Dr Dugré note qu'un patient qui déciderait de changer d'hôpital pour subir une chirurgie devra également accepter de changer de médecin. « Et nos statistiques nous disent que 75 % des patients refusent de se faire opérer par un autre médecin lorsque ce choix leur est proposé », dit-il, ajoutant que les établissements qui ont des listes d'attente plus courtes ne sont pas nécessairement en mesure de recevoir plus de patients.

Pour Marie Pelchat, présidente de la Coalition solidarité-santé, ce n'est pas le fait de proposer une information additionnelle au public

qui pose problème, mais bien les propriétés « trompeuses » qu'on lui attribue. « Le problème, c'est que le ministre Couillard nous présente ça comme la trouvaille du siècle, comme une solution magique, alors que rien ne laisse croire que ça changera quoi que ce soit au problème. »

Selon elle, les listes d'attente ne seront pas réduites parce que le nombre de chirurgies pratiquées n'augmentera pas. En revanche, la mesure risque de créer d'autres problèmes, bien réels ceux-là.

« Imaginez que je découvre qu'il y a moins d'attente à Sherbrooke. Cela veut dire que j'aurai à consulter un nouveau médecin à Sherbrooke, un médecin qui ne me con-

naît pas. En plus, c'est moi et ma famille qui devons assumer nos frais de déplacements et de séjour là-bas. »

Le directeur général du Conseil pour la protection des malades, Paul Brunet, estime quant à lui que la mesure risque de créer deux types de patients : ceux qui sont à l'aise avec Internet et ceux qui ne le sont pas. « Et quand vous êtes déjà malade, ce n'est pas très invitant d'aller sur Internet et de commencer à chercher un médecin qui va vouloir vous prendre, dit-il. Je crois que ce qu'il faut vraiment au Québec, c'est une discussion sérieuse et franche avec tous les acteurs du milieu de la santé, pas des mesures comme celle-là. »

# Plus de cancers de la prostate

MATHIEU PERREAULT

DEPUIS UNE dizaine d'années, le nombre de cas de cancer de la prostate a augmenté de 30 %. Il s'agit du cancer le plus courant chez les hommes, ayant dépassé ceux du poumon et du sang à la fin des années 80.

Hier, en conférence de presse, la Société canadienne du cancer a souligné cette donnée pour convaincre les hommes d'envisager le dépistage du cancer de la prostate, au moyen du toucher rectal et d'un test sanguin détectant l'antigène spécifique à la prostate (ASP).

Le cancer de la prostate se déclare chez plus de 18 000 hommes chaque année au Canada. Environ 4300 en meurent. Cela équivaut à une incidence de 117 hommes par 100 000, dont 28 décéderont.

3158822A

BIEN PLUS.



**PONTIAC**  
LA PASSION DE CONDUIRE

## GRANDE LIQUIDATION GM

PROFITEZ DES MEILLEURES OFFRES DE L'ANNÉE.

LES OFFRES DE LOCATION SE TERMINENT LE 30 SEPTEMBRE.

**0%**

DE FINANCEMENT À L'ACHAT  
PENDANT 60 MOIS\*

PLUS

**1000\$** de réduction

À L'ACHAT OU À LA LOCATION,  
SUR PRESQUE TOUS  
LES MODÈLES 2003.



LA MONTANA 2003 DE PONTIAC

Osez comparer	Montana de Pontiac	Caravan 28D de Dodge
Puissance/moteur	185HP V6 3,4L	180HP V6 3,3L
Climatisation	De série	De série
Sécurité aux sièges avant lors de tests d'impacts latéraux	5 étoiles	4 étoiles
Sacs gonflables latéraux	De série	En option
Deux sacs gonflables frontaux	De série	De série
Système de freinage antiblocage (ABS)	De série	En option
Phares antibrouillard	De série	Non disponible
Siège intégré pour enfant	De série	En option
Banquette divisée 50/50 à la 3 <sup>e</sup> rangée	De série	En option
Revêtement de bas de caisse	De série	Non disponible
Radio AM/FM et lecteur CD	De série	En option
Volant inclinable	De série	De série
Glaces à commande électrique	De série	De série
Verrouillage électrique des portes	De série	De série
Rétroviseurs extérieurs chauffants	De série	De série
Commande automatique des phares	De série	Non disponible
Garantie limitée sur le groupe motopropulseur	5/100 0\$ franchise	7/115 100\$ franchise

Basé sur l'information contenue dans les brochures de la concurrence.



Plus faible consommation d'essence de sa catégorie pour une quatrième année consécutive.\*



☆☆☆☆  
SÉCURITÉ 5 ÉTOILES.  
Pour le conducteur et les passagers des sièges avant lors des tests d'impacts latéraux.\*\*

**289\$**/mois<sup>†</sup>

LOCATION DE 48 MOIS INCLUT LA RÉDUCTION DE 1 000\$<sup>††</sup>. TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS. TAXES EN SUS.

**0\$** comptant  
dépôt de sécurité\*

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
289 \$	0 \$
218 \$	3 375 \$



RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES RÉCOMPENSES POUR PROPRIÉTAIRES DE GM

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2003 en stock suivant : Montana (2UN16/R7A). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. \* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois sans versement initial (voir tableau). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. \*Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigée à la livraison. \*\*Le crédit de 1 000 \$ comprend les taxes applicables et est inclus dans les offres de cette publicité. \*Taux de financement à l'achat de 0% disponible pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à 0% : 60 versements de 166,67 \$, coût en intérêts 0 \$, coût total de financement 10 000 \$. \*\*Données fournies par le ministère des Ressources naturelles du Canada dans le Guide de consommation de carburant 2003. \*\*Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou au 1 800 463-7483.

3158831



VENTE DE FIN DE SAISON HONDA

# C'EST LE TEMPS DE ROULER EN Honda



Berline Accord LX-G 2003

Prix de location

**299 \$\***

Incluant 96 000 km

Option 0 \$ comptant disponible

Transport et préparation inclus en location seulement

**0 \$**

dépôt de sécurité

- Transmission automatique
- Moteur i-VTEC<sup>MC</sup> 2,4 litres à DACT et 160 chevaux
- Antivol immobilisateur
- Climatisation sans CFC
- Groupe électrique
- Radio AM/FM stéréo et lecteur de CD avec 6 haut-parleurs
- Régulateur de vitesse
- Colonne de direction télescopique et inclinable
- Entrée sans clé et ouverture des vitres à distance
- Coussins gonflables latéraux avant



Berline Accord EX V6 2003

Illustrée

OUI, ON A FAIT  
LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



**HONDA**

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE [www.honda.ca](http://www.honda.ca) OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. \*Cette offre porte sur la berline Accord LX-G 2003 (modèle CM5643E) neuve. Versement mensuel de 299\$, pendant 48 mois pour un total de 19 117\$. Versement initial de 4 765\$, ou échange équivalent, première mensualité exigible. Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation et assurances en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

ON CÉLÈBRE NOTRE

10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

# RÉNO DÉPÔT®



**NOS  
PRIX SONT  
IMBATTABLES!**

**14**

**SUCCURSALES!**

- ANJOU
- BEAUPORT
- BROSSARD
- GATINEAU
- LASALLE
- LAVAL
- MARCHÉ CENTRAL
- NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
- POINTE-CLAIRE
- QUÉBEC
- ROSEMÈRE
- SHERBROOKE
- STE-DOROTHÉE
- ST-HUBERT

**OUVERT :**

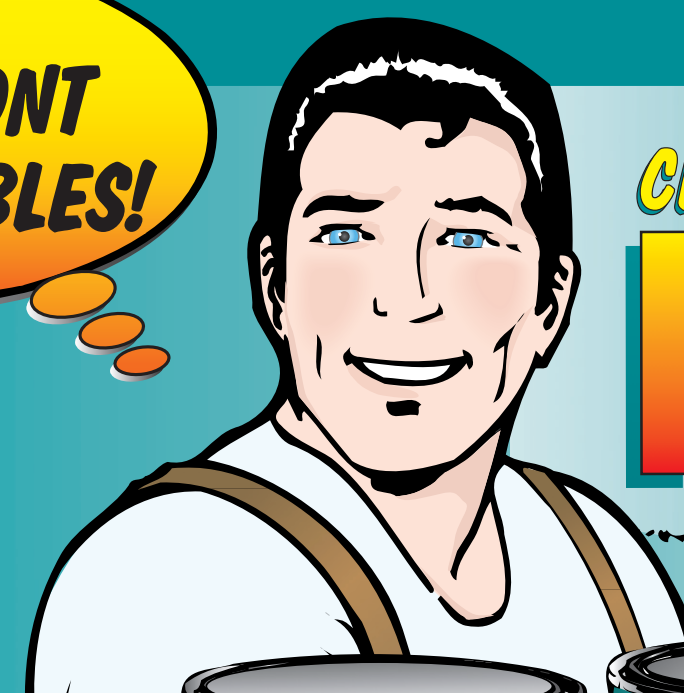
- LUN. AU VEN. DE 8 H À 21 H
- SAM. DE 8 H À 17 H
- DIM. DE 8 H À 17 H

Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, nous vous l'offrons au même prix que notre concurrent, moins

**10% GARANTI!**  
SUR-LE-CHAMP...

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 23 septembre 2003. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables, avec 10 % de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt inc. 2003.

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA  
**PEINTURE!**



UN FINI PEU LUSTRÉ LAVABLE!

TOUTES LES  
COULEURS AU  
MÊME PRIX!

CHOIX DE PLUS  
DE 2 000  
COULEURS!

TOUTES LES  
COULEURS AU  
MÊME PRIX!

**29<sup>97</sup>**  
Ch.  
3,78 L  
8608.013  
(245034)  
**LATEX D'INT. FINI PLATINE**  
Sans solvant, peu odorant.

**39<sup>25</sup>**  
Ch.  
3,78 L  
711510-3.78  
(258980)  
**LATEX ACRYLIQUE  
D'INT. FINI CACHEMIRE**  
Blanc. Facile à appliquer,  
antiéclaboussures. Couvre bien.

**26<sup>95</sup>**  
Ch.  
3,78 L  
56400.501  
(116482)  
**LATEX ACRYLIQUE POUR  
CUISINES/SALLES DE BAINS**  
Super adhérent, durable. Lavable.  
Aussi pour chambres d'enfants.

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION DEPUIS

**10** ANS!



# LE PLUS GRAND CHOIX DANS LES MEILLEURES MARQUES de PEINTURE!

**SICO** inspiration liquide  
**2296**  
CH. 3.78 L  
1711253.78 (146930)  
**LATEX FINI MAT POUR PLAFONDS**  
Blanc titane. Couvre très bien.

peinture paint  
latex acrylique acrylic latex  
intérieur ~ interior  
mat pour plafonds flat for ceilings

**CIL** Signature SÉRIE  
**1974**  
CH. 3.78 L  
56120.501 (116566)  
**APPRÊT-SCELLEUR D'INT. AU LATEX ACRYLIQUE**  
Blanc. Couvre bien, prépare la surface pour une couche de latex ou d'alkyde.

Signature SÉRIE  
PEINTURE D'INTÉRIEUR  
Latex 100 % acrylique  
• Super adhérent  
• Couvre facilement toute couleur  
• Prépare la surface pour une couche de finition parfaite  
Apprêt de scellement  
Blanc

**BEHR** Expressions  
**3197**  
CH. 3.79 L  
51001C (191965)  
**LATEX D'INT. FINI SATINÉ**  
100% acrylique. Couvre bien, ne jaunit pas.

Expressions  
INTERIEUR • INTÉRIEUR  
SATIN SATINÉ  
ENAMEL • ÉMAIL  
WATER-BASED PAINT  
PEINTURE À L'EAU  
Ready to Use • Prêt à Utiliser

TOUTES LES COULEURS AU MÊME PRIX!

**DENALT** PRO-PLUS professionnel - professional  
18.9L  
REVIENT À **8.94** DU 3.78 L!

**Avanti**  
REVIENT À **11.74** DU 3.78 L!

**FORMAT 18.9 L**

**SUPER LATEX MAT POUR PLAFONDS** Blanc. Facile à appliquer, durable.  
Avanti  
**58<sup>72</sup>**  
S100-00 (240199)

- Latex acrylique d'int. S400-0 (240194) ..... 77.91
- Latex acrylique d'int. fini semi-lustré S200-0 (240192) ..... 79.55

**DENALT** **44<sup>71</sup>** 295-18.9 (252656)  
**APPRÊT AU LATEX ACRYLIQUE D'INT./EXT.** Blanc. Couvre bien. Peut accepter un fini à l'alkyde ou au latex.  
• Fini velouté 590-18.9 (252662) ..... 53.65  
• Semi-lustré 565-18.9 (252666) ..... 56.91

INTERIEUR INTERIOR  
**Avanti**  
CLASSIQUE CLASSIC  
MATA PLAFOND MAT LATEX CEILING  
BLANC WHITE  
18.9 L

PLUS DE MARQUES, PLUS DE MODÈLES, PLUS DE CHOIX!

# Le général Clark se lance dans la bataille



**RICHARD HÉTU**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE À NEW YORK**

APRÈS AVOIR flirté pendant des mois avec l'idée d'une candidature à la présidence des États-Unis, le général à la retraite Wesley Clark s'engage dans la course à l'investiture du Parti démocrate pour les élections de 2004, décision attendue qui pourrait avoir des conséquences majeures.

Âgé de 58 ans, l'ancien commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe annoncera sa candidature cet après-midi dans la ville où il habite, Little Rock, capitale de l'Arkansas, État du Sud qui a déjà donné un président aux États-Unis, Bill Clinton. Hier, sous le couvert de l'anonymat, les proches du général retraité en ont informé les médias américains, qui ont rapidement ébruité la nouvelle.

La candidature de Wesley Clark risque de transformer de fond en comble la course à l'investiture démocrate, qui comptait déjà neuf candidats. Elle pourrait notamment freiner l'élan de l'ancien gouverneur du Ver-

mont, Howard Dean, qui a effectué une percée spectaculaire au cours de l'été, passant de candidat négligé à homme à battre chez les démocrates.

Comme le docteur Dean, Wesley Clark a sévèrement critiqué l'intervention militaire en Irak, dont les retombées inquiètent un nombre croissant d'Américains. Invité régulièrement à s'exprimer sur la chaîne CNN à titre d'expert, il a notamment reproché à l'administration Bush son unilatéralisme et sa doctrine de la guerre préventive. À la différence de l'ancien gouverneur du Vermont, cependant, il possède une expérience militaire qui pourrait neutraliser l'avantage politique dont jouit le président à titre de commandant en chef.

Premier de classe à l'académie militaire de West Point, boursier Rhodes et vétéran de la guerre du Vietnam, où il a été blessé, Wesley Clark a commandé les forces de l'OTAN lors de la guerre du Kosovo contre les Serbes en 1999, menant avec succès la première intervention armée de l'Alliance atlantique.

Malgré sa riche expérience militaire, l'ex-général est loin de jouir de la renommée d'un Colin Powell, et encore moins d'un Dwight Eisenhower, le dernier général à avoir été élu à la Maison-Blanche. Et il n'a aucune expérience de la lutte électorale.

Mais le militaire à la retraite pourra compter sur des conseillers aguerris, dont

plusieurs ont travaillé dans les campagnes présidentielles de Clinton et d'Al Gore. Il jouira aussi de l'appui de militants démocrates qui s'étaient déjà mis à l'oeuvre pour le convaincre de se présenter, ainsi que pour amasser des fonds en vue de sa candidature éventuelle.

Outre Howard Dean, l'ex-général Clark affrontera notamment John Kerry, sénateur du Massachusetts, Joe Lieberman, ancien colistier de Gore en 2000, Dick Gephardt, ancien leader de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, et John Edwards, sénateur de la Caroline du Nord, qui a officialisé sa candidature hier.

Selon un sondage *USA Today/CNN*, publié le 11 septembre, Clark arrive en cinquième position dans les intentions de vote des démocrates, après Gephardt, Dean Lieberman et Kerry. Mais l'annonce de sa candidature pourrait tout changer.

Homme svelte au physique séduisant, l'ex-général s'exprime avec aisance et ne craint pas les idées. Avant la guerre en Irak, il a exposé dans le magazine *Washington Monthly* sa vision d'une campagne efficace contre le terrorisme, préconisant une approche fondée sur le multilatéralisme. En 2001, il a publié un livre intitulé *Waging Modern War*, dans lequel il traite de ses relations difficiles avec William Cohen, l'ancien secrétaire à la Défense, et le Pentagone, qui l'ont empêché de mettre en oeuvre son projet de déployer des troupes au sol contre l'armée serbe pendant la guerre du Kosovo. Une telle stratégie aurait pu diminuer les pertes civiles occasionnées par les bombardements aériens contre le régime de Slobodan Milosevic, bombardement qui ont duré 78 jours.

Sur le plan social, l'ex-général Clark défend des positions progressistes sur plusieurs sujets, dont l'avortement, les impôts, la discrimination positive, l'environnement et le contrôle des armes à feu.

« J'ai une vaste expérience de leader, a dé-

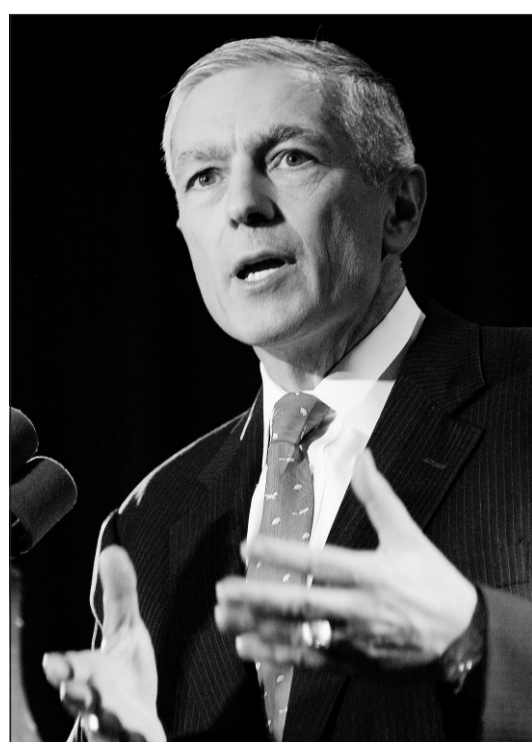


Photo GETTY IMAGES ©

**Branle-bas de combat: le général à la retraite Wesley Clark annoncera officiellement aujourd'hui sa candidature à l'investiture du Parti démocrate.**

claré l'ex-général Clark en entrevue à CNN. Je pense que c'est ce que le peuple américain recherche en ce moment. »

Dans la foulée de l'annonce de sa candidature, Clark doit prononcer vendredi un discours à l'Université de l'Iowa. La course à l'investiture démocrate se mettra officiellement en branle dans cet État en janvier prochain. Les primaires du New Hampshire suivront à la fin du même mois.

Pneus RoadHandler<sup>MD</sup>... seulement chez Sears!

## PNEUS DE TOURISME RoadHandler<sup>MD</sup> TOURING TE Rabais 25%

Soldé, à partir de 57,74 chacun. P175/70R13. Série n° 39000



### ROADHANDLER

Pneus RoadHandler Touring TE

GARANTIE DE 130 000 KM  
CONTRE L'USURE\*

Dimensions	Soldé, ch.
P175/70R14	63,74
P185/70R14	65,99
P195/70R14	68,99
P205/70R15	74,24
P215/70R15	77,24
P185/65R14	66,74
P195/65R15	71,99
P205/65R15	76,49
P215/65R15	80,99
P225/60R16	86,24

Autres formats aussi en solde

Prix en vigueur jusqu'au samedi 20 septembre 2003, dans la limite des stocks  
Dans certains magasins seulement. \*Détails complets chez Sears

service auto  SEARS<sup>MC</sup>

Anjou\*      Brossard\*      Lasalle\*  
N° de téléphone (514) 353-7770    N° de téléphone (450) 465-1000    N° de téléphone (514) 364-7310  
Laval\*      Saint-Bruno      Saint-Laurent\*  
N° de téléphone (450) 682-1200    N° de téléphone (450) 441-6603    N° de téléphone (514) 335-7770

3168703A

\* COMPOSEZ LE POSTE 228

NE094A303 © 2003, Sears Canada Inc.

## Pour chauffer sans compromis...

« Les HydroSolutions, j'achète! »



### VENTE

Appareils de chauffage central électrique à air chaud ou à eau chaude

### AVANTAGES

- pas de réservoir ni d'odeur
- pas de cheminée
- peu d'entretien annuel
- moins encombrant – plus d'espace à votre disposition
- coûts d'acquisition moins élevés
- sécuritaire

### VENTE

Thermopompes centrales

### AVANTAGE

En ajoutant cet appareil à votre système au mazout, vous avez un système bi-énergie au tarif DT. De tous les modes de chauffage, c'est le plus économique!

Pour tout renseignement, appelez le

**514 ÉNERGIE**  
(363-7443)

du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h.

[www.hydrosolution.com](http://www.hydrosolution.com)

Appareil central à eau chaude à compter de

**38\$**

par mois  
Installation et taxes comprises!

1 Mensualités calculées sans aucune mise de fonds, terme de 120 mois, taux d'intérêt de 9,6%, sujet à changement sans préavis. Tout financement est sujet à l'approbation de crédit de la Banque Laurentienne. Mensualités établies pour une installation de base et excluant les coûts supplémentaires, parfois applicables dans le cas d'une conversion de la source d'énergie ou de travaux additionnels pour respecter les codes en vigueur.


Note: Le service est limité à certains secteurs. Informez-vous auprès d'HydroSolution pour savoir s'il est offert dans le vôtre. Aucune subvention n'est accordée à l'achat d'un système bi-énergie.

RBQ: 8109-7594-22

 **HydroSolution**  
Une filiale du groupe Hydro-Québec

316862A

3168517



« Comment un homme œuvrant dans le domaine de la mode masculine depuis près de 50 ans se sent-il devant la métamorphose du magasin du Centre Rockland ?  
Comme un poisson dans l'eau! »

Harry Rosen



Neuf cent vingt-neuf mètres carrés de territoire encore inexploré. Un choix de vêtements pour hommes sans pareil. La qualité de service à laquelle vous êtes en droit de vous attendre de la part d'Harry Rosen. Des espaces consacrés à Armani Collezioni et à BOSS Hugo Boss. De nouvelles griffes comme Ermenegildo Zegna, Versace Classic, Ted Baker, Burberry et, pour la première fois, des chaussures. Sans parler des collections que vous appréciez depuis toujours, notamment Arnold Brant, Canali et J.P. Tilford de Samuelsohn. L'automne se manifeste dans toute sa splendeur au nouveau magasin Harry Rosen du Centre Rockland. Nous souhaitons vivement vous y voir d'ici peu.

Harry Rosen au Centre Rockland 514.735.6227  
[www.harryrosen.com](http://www.harryrosen.com)

**HARRY ROSEN**

# Irak: Bush progresse auprès des Européens

Le président subit toutefois des critiques à Washington sur l'escalade des coûts

JOONEED KHAN

L'ESCALADE DES coûts de l'occupation de l'Irak alimente la grogne contre le cabinet de George W. Bush, à Washington, où des démocrates exigent désormais des têtes pour « les erreurs commises », mais l'administration marque des points dans sa campagne visant à internationaliser sa stratégie boycottée jusqu'ici par des alliés clés.

Ainsi, la France, qui réclamait « un transfert rapide du pouvoir effectif aux Irakiens », a assoupli hier sa position : ce transfert pourrait être « symbolique » dans un premier temps, a dit Jean-David Levitte, ambassadeur français à l'ONU.

Ce glissement précède un sommet sur l'Irak prévu samedi, à Berlin, entre le président français Jacques Chirac, le premier ministre britannique, Tony Blair, et le chancelier allemand Gerhard Schröder.

Blair a consulté Bush hier au téléphone. L'Italie n'a pas été invitée à Berlin, mais le premier ministre Silvio Berlusconi a souhaité le succès du sommet tripartite. Dans une

interview au *Wall Street Journal*, Jose Maria Aznar, premier ministre espagnol, a déclaré que l'Europe « souffrira le plus d'un échec (américain) en Irak ».

Aznar, qui sera reçu la semaine prochaine à la Maison-Blanche, a estimé que l'ONU pourrait examiner une nouvelle résolution sur l'Irak « dans les prochains jours ». Lui-même recevra Blair à Madrid, samedi, après le sommet de Berlin.

À Séoul, le président Roh Moo-Hyun a annoncé que la Corée du Sud « examine avec attention » une demande des États-Unis d'envoyer jusqu'à 3000 soldats en Irak.

Le sommet de Berlin fait suite à la rencontre ministérielle à cinq convoquée samedi dernier à Genève par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Chine).

Colin Powell a résumé les discussions en parlant de « convergences », mais aussi de « difficultés ». Depuis, il y a eu Cancun, où la « convergence » entre les États-Unis et l'Europe sur l'agriculture à l'OMC a été totale face aux pays pauvres.

« La Syrie sera en tête des pays qui coopèrent avec les États-Unis s'ils se situent dans le cadre du droit international, s'ils soutiennent l'unité de l'Irak et s'ils visent une solution juste au Proche-Orient », a déclaré pour sa part le ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Chareh, lors d'une conférence de presse commune à Damas avec le commissaire européen Chris Patten.

Parallèlement toutefois, les États-Unis mettaient leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution visant à protéger le président palestinien Yasser Arafat des menaces d'expulsion et d'assassinat venant d'Israël. L'Allemagne s'est abstenue, avec la Grande-Bretagne et la Bulgarie.

#### Demande de 87 milliards

Pendant ce temps, la demande de 87 milliards de dollars faite par Bush pour l'Irak (dont 10 milliards pour l'Afghanistan) alimente l'opposition à Washington, et dans l'opinion publique, à mesure que se confirme un déficit budgétaire dépassant les 500 milliards. Selon *Radio-Free-Europe*, le budget prévu

en février pour la guerre en Irak était de 60 milliards ; or, le Congrès a voté 79 milliards en avril, et la nouvelle demande signifie le triplement des crédits prévus en février. L'administration demandera des crédits supplémentaires l'an prochain pour l'Irak, a indiqué lundi le vice-président Dick Cheney. Il a ajouté ne pas savoir jusqu'à quand durera l'occupation américaine de l'Irak.

Deux représentants démocrates en vue, Nancy Pelosi, chef de la minorité, et Jack Murtha, vétéran du Vietnam, ont appelé hier le président Bush à congédier certains des architectes de la guerre contre l'Irak. « Des erreurs ont été commises, dans la phase d'après-guerre notamment, et les responsables doivent rendre des comptes », ont-ils déclaré.

Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, déclarait entre-temps qu'il n'a vu « aucun indice de liens entre l'Irak de Saddam Hussein et les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ». Et des savants travaillant pour le nouveau « gouvernement transitoire » irakien affirmaient, à Vienne, que

Saddam Hussein a renoncé à son programme nucléaire depuis plus de 10 ans.

Par ailleurs, en Irak, trois soldats américains, un albanais et 13 Irakiens étaient blessés hier dans des attaques près de Falloujah et Mossoul. Le régime d'occupation annonçait la présence de six Américains et de deux Britanniques parmi quelque 10 000 détenus soupçonnés d'attentats.

Le « gouvernement transitoire » décidait de renforcer sa purge anti-baassiste dans l'administration et de former une force spéciale pour protéger les lieux saints et de culte. Amman annonçait que la frontière irakienne n'est plus fermée aux Jordaniens. Selon la télévision iranienne, l'Iran rouvrira bientôt sa frontière avec l'Irak.

Enfin, le « Conseil de gouvernement » a décidé d'envoyer une délégation pour assister aux prochains débats du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Irak et pour rencontrer le président américain George W. Bush.

Avec la collaboration de l'AFP, de AP et de Google News

# BEAUTÉ

à la baie

# FASHION FAIR

Seulement @ la Baie

## Prime de 7 pièces

Obtenez cette prime remplie de passion à l'achat de 27 \$ ou plus de produits Fashion Fair :

- rouge à lèvres Entice de format courant (nouvelle teinte);
- collection de brillants à lèvres;
- crayon contour des lèvres, Prune foncée;
- crayon contour des yeux, ton Minuit;
- crème rénovatrice Hidden Beauty®;
- lotion rafraîchissante N° 2;
- taille-crayon.

Une prime par personne. Offre valide du 17 septembre au 5 octobre, tant qu'il y en aura. Fashion Fair à la Baie : rue Sainte-Catherine O. et Galeries d'Anjou.

#### Nouveau! Crème de soins au collagène

Une crème intense qui aide à minimiser l'apparence des rides. Grâce au collagène liquide qu'elle contient, elle permet à la peau de mieux conserver son hydratation naturelle sans augmenter son aspect huileux. Sans parfum.

28 \$



la Baie encore plus



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS\* EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

\*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.



EXPRESS INTERNATIONAL

### Afghanistan | Organisations ciblées

LES ORGANISATIONS humanitaires internationales et afghanes sont en moyenne la cible d'une attaque tous les deux jours en Afghanistan, indique l'Agence de coordination pour l'aide en Afghanistan (AC-BAAR). En septembre 2002, la moyenne était environ d'une attaque à main armée par mois contre la communauté humanitaire. Elle est aujourd'hui d'une attaque tous les deux jours», estime l'ACBAAR, qui regroupe une centaine d'organisations nationales et internationales travaillant dans ce pays. La situation force les agences humanitaires à reconsidérer et réduire leurs activités dans de nombreuses zones, avec pour conséquence un soutien populaire grandissant aux mouvements radicaux. Les talibans et leurs alliés de l'organisation Al-Qaeda ont accru depuis un mois leurs activités dans le sud et le sud-est du pays, en particulier dans les provinces de Zabul et Paktika, frontalières du Pakistan. — d'après AFP

### Indonésie | Peine de mort

UNE COUR d'appel a confirmé la peine de mort prononcée en août contre l'islamiste indonésien Amrozi pour sa participation à l'attentat de Bali, a annoncé hier un avocat du condamné. Les défenseurs d'Amrozi ont l'intention de déposer un recours contre cette condamnation devant la Cour suprême, a précisé cet avocat, Wirawan Adnan. Amrozi, mécanicien de 41 ans, a été condamné à mort le 7 août pour sa participation à l'attentat de Bali, qui a fait 202 morts, en majorité des touristes étrangers, le 12 octobre 2002. Il a notamment acheté le fourgon et une tonne de produits chimiques ayant servi à l'attentat. Amrozi, surnommé le « terroriste souriant », a été le premier des 34 accusés de l'attentat de Bali à être condamné à mort. Il a accueilli son verdict avec un large sourire, après avoir expliqué ne pas avoir peur de la mort. Il sera fusillé. — d'après AFP

### Burundi | Échec des négociations

LES ÉNIÈMES pourparlers de paix entre le gouvernement du Burundi et le principal mouvement rebelle ont échoué hier en Tanzanie, butant sur les questions du partage du pouvoir et l'intégration des rebelles dans l'armée. Aucune date n'a été fixée pour de nouveaux pourparlers. Ces dernières discussions se tenaient à Dar es-Salaam, dans le cadre du 22<sup>e</sup> sommet régional consacré au Burundi, pays en proie à une guerre civile qui a fait quelque 300 000 morts en près de 10 ans. Elles visaient à mettre en application un accord historique de cessez-le-feu conclu en décembre 2002 entre le gouvernement burundais et le principal mouvement rebelle hutu, les Forces pour la défense de la démocratie (FDD), mais jamais respecté. Pour que ce cessez-le-feu prenne effet, les FDD réclament au préalable un accord sur le partage du pouvoir politique et leur intégration dans l'armée, actuellement commandée par les Tutsis (ethnie minoritaire). — d'après AFP

### Algérie | Torture et détention

LA SITUATION des droits de l'homme en Algérie « reste très préoccupante » même si elle s'est « améliorée », estime Amnesty internationale (AI) dans un rapport sur ce pays publié hier. Le recours à la torture en détention, qui est toujours très répandue, est systématique dans les cas liés à ce que les autorités appellent des activités « terroristes », souligne l'organisation de défense de droits de l'homme. La majorité des actes de tortures signalés semblent avoir été perpétrés dans les locaux de la sécurité militaire, le plus secret des services de sécurité algériens et le moins soumis à un contrôle », explique AI, dont une délégation s'est rendue en Algérie en février et mars derniers. Le rapport affirme que l'amnistie accordée en janvier 2000 à un millier de membres des groupes armés islamistes dans le cadre de la politique de concorde civile menée par le président Abdelaziz Bouteflika a empêché de « connaître la vérité sur les graves atteintes aux droits humains » garantissant l'« impunité aux responsables » en privant « des dizaines de milliers de victimes de leur droit à réparation. — d'après AFP

## Ex-tortionnaire argentin sous les verrous

Agence France-Presse

**BUENOS AIRES** — L'ex-tortionnaire argentin, Alfredo Astiz, a été arrêté hier à Buenos Aires, après que deux juges argentins — dont l'un répondant à une demande d'extradition de la France — eurent demandé à quelques minutes d'intervalle sa mise en détention provisoire.

Alfredo Astiz s'est gagné le surnom d'Ange blond de la mort en infiltrant les milieux d'opposition sous la dictature (1976-1983). Il a été arrêté en début d'après-midi au quartier général de la Marine, où il s'était présenté.

L'ancien capitaine de frégate a été condamné en 1990 à la prison à vie par contumace en France pour la mort des religieuses Léonie Duquet et Alice Domon. Les deux femmes ont été emprisonnées à l'École mécanique de la marine (ESMA), le grand centre de tortures auquel l'ex-capitaine était rattaché.

Le juge doit désormais voir Astiz pour lui demander s'il souhaite être extradé ou jugé en Argentine.

Dans le dossier ESMA, un tribunal de Buenos Aires a déjà réclamé l'arrestation de 12 ex-militaires en sus d'Astiz, pour crime contre l'humanité.

ASSASSINAT DE LA MINISTRE SUÉDOISE

## Important suspect arrêté

Agence France-Presse

**STOCKHOLM** — La police suédoise a arrêté hier soir, à Stockholm, l'homme qu'elle recherchait dans le cadre de son enquête sur le meurtre de la ministre des Affaires étrangères, Anna Lindh, individu lié, selon la presse suédoise, aux milieux néonazis.

Le chef de la police criminelle de Stockholm, Leif Jennekvist, a déclaré, peu après l'arrestation, que le meurtre ne semblait pas avoir de motivation politique.

« L'individu âgé de 35 ans a été arrêté vers 21 h dans un restaurant près du stade de Raasunda », stade principal de Stockholm, a déclaré Stina Wessling, porte-parole de la police suédoise.

« Nous sommes satisfaits », a-t-elle ajouté, en refusant d'en dire plus sur les circonstances de son arrestation.

Elle a confirmé que l'homme arrêté est bien celui contre lequel la police suédoise a lancé un mandat d'arrêt plus tôt dans la journée, sans révéler son identité.

Le suspect regardait sur un écran de télévision du restaurant le match de football Djurgården-Hammarby, derby stockholmien, selon la presse.

Selon les médias suédois, il s'agit de l'homme qui a été repéré sur les enregistrements d'une caméra de surveillance du grand magasin Nordiska Kompaniet (NK) où Anna Lindh a été agressée le 10 septembre. La police a publié des photos de lui dimanche.

Proche des hooligans et d'« activistes néonazis parmi les plus notoires de Suède », selon une source policière citée par la presse, il aurait été condamné à près de 20 reprises, notamment pour agression, port d'armes prohibé (couteau

en l'occurrence), menace à fonctionnaire et diverses escroqueries, mais jamais à de lourdes peines.

Il n'aurait pas d'adresse connue, se déplacerait souvent entre la Suède et la Suisse, où il serait traité pour consommation de cocaïne, selon des éléments de sa dernière condamnation.

Il serait psychologiquement instable et sans emploi. Mais une expertise psychiatrique réalisée en 2002 aurait aussi conclu qu'il ne souffrait pas de troubles mentaux graves.

La police aurait également arrêté sa petite amie.

La ministre des Affaires étrangères, Anna Lindh, a succombé à ses blessures le 11 septembre. Elle a été poignardée la veille alors qu'elle faisait ses courses dans le grand magasin NK, sans escorte.

« Des téléphones qui marchent en bazouelle! »

dring!



Mobilité

UN RÉSEAU CELLULAIRE SUR LEQUEL ON PEUT COMPTER.

- La plus grande couverture au Québec
- Des appareils testés pour leur qualité
- Une réception claire



Et bien simple.<sup>MC</sup>



0%  
vroum-vroum

DE FINANCEMENT À L'ACHAT  
JUSQU'À 48 MOIS<sup>†</sup>

PLUS AUCUN PAIEMENT AVANT  
90 JOURS<sup>††</sup>

De nouveau  
« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

**Mazda Protégé SE 2003**

OU Louez à partir de

**169\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$



Modèle ES-GT illustré

LOCATION 48 MOIS*		
Mensualités	Comptant	Dépôt de sécurité
169\$	2 100\$	0\$
179\$	1 650\$	0\$
189\$	1 250\$	0\$

Les Protégé et Protégé5,  
les plus vendues au Québec depuis 2 ans.\*



Meilleur achat  
Carguide 2003

« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

**Mazda Protégé5 2003**

OU Louez à partir de

**229\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$

Ou louez à

**279\$** PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*

ET **0\$** COMPTANT

ET **0\$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ SUR CES 2 OFFRES

**GAGNANTE**  
de plus de  
50 prix internationaux



**mazda 6 2004**

GS 4 cylindres

Louez à partir de

**299\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

Ou louez à

**345\$** PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*

ET **0\$** COMPTANT

ET **0\$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ SUR CES 2 OFFRES

OU Obtenez  
**2,9%** de financement à l'achat  
jusqu'à 36 mois<sup>†</sup>

**SEULEMENT  
1995\$**  
comptant initial

★★★★★  
Indice de sécurité  
le plus élevé lors d'impact\*\*

« Coup de cœur »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Modèle GT-V6 GFX illustré

vroum-vroum

**PRÊT  
À ROULER**

NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.  
**GARANTIE LEADERSHIP MAZDA**  
Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.  
**ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA**  
Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



**mazda**

www.mazda.ca

LOCATION  
*Programme*  
**MAZDA**

PROGRAMME  
*Programme*  
**MAZDA POUR  
LES DIPLOMÉS**

Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLOMÉS.  
\*Financement à l'achat aux particuliers de 0% pour 48 mois sur les Mazda Protégé et Protégé5 2003 neuves (excluant les Mazda4, 2004 neuves offertes à 2,9% jusqu'à 36 mois. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Autres taux et termes de financement disponibles. ††L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda neuves et débite à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisis par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devant être payés en fonction du terme prévu au contrat. \*Taux de location personnelle Mazda: offres portant uniquement sur la location ou détail des Mazda Protégé SE 2003 (modèle DAMS38AR00) et des Mazda Protégé5 2003 (modèle DAMS38AR00) et des Mazda4 2004 (modèle 64D54AR00) neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis sur les modèles annoncés et sur les Mazda6 (modèles 64D54AR00 et 64D04AR00 seulement). Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus.  
\*\*Rapports de NHTSA 2001 et 2002. \*\*Tests effectués aux É.-U. sur la Mazda4 2003. Indice de sécurité le plus élevé accordé par la NHTSA des É.-U., à la fois pour le conducteur et les passagers, lors de tests d'impact frontal. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 8 septembre 2003.

# Israël refuse la proposition d'une trêve

L'État hébreu exige toujours que l'Autorité palestinienne réprime d'abord les mouvements radicaux

MARK LAVIE  
Associated Press

JÉRUSALEM — À la veille du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'accord historique de Camp David entre l'Égypte et Israël, le processus de paix israélo-palestinien ne semblait pas près hier de sortir de l'impasse : la proposition de trêve formulée par un conseiller de Yasser Arafat a ainsi été immédiatement rejetée par les autorités israéliennes, qui exigent que l'Autorité palestinienne réprime d'abord les mouvements radicaux.

Le président palestinien a lui-même pris un ton conciliant, sans toutefois proposer un cessez-le-feu. « Nous disons aux partisans de la paix en Israël que nous leur ten-

ons la main pour rétablir la paix », a-t-il lancé devant quelque 2500 Palestiniens rassemblés dans son quartier général de Ramallah, en Cisjordanie.

Parallèlement, au siège de l'ONU, à New York, les États-Unis ont mis leur veto à une résolution de l'ONU demandant à Israël d'arrêter les menaces d'expulsion de Cisjordanie du chef de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, parce que cette résolution ne contenait pas de condamnation de mouvements terroristes tels que le Hamas.

L'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, John Negroponte, a averti, la veille, qu'il ne soutiendrait pas une résolution qui ne contiendrait pas une « condamnation ferme du terrorisme », mentionnant spécifi-

quement le Hamas, le Jihad islamique et les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa.

Hier, lors d'un raid à Doura, en Cisjordanie, des soldats israéliens ont tué Majid Abou Dosh, haut responsable du Jihad islamique pour la ville, selon Tsahal et des témoins. De tels raids ont souvent déclenché des représailles de militants islamistes, sous forme d'attentats à la bombe.

Concernant la question d'un éventuel cessez-le-feu, Yasser Arafat et son premier ministre désigné, Ahmed Qoreï, ne sont pas en contact direct avec le gouvernement israélien. Mais il y a des contacts à haut niveau entre l'Autorité palestinienne et le Hamas sur la possibilité d'une trêve, a affirmé un haut responsable palestinien.

Le général Djibril Radjoub a assuré que, pendant ce cessez-le-feu, les Palestiniens arrêteraient tout acte de violence en échange d'un accord israélien sur la fin des opérations militaires et la levée des barrages dans les villes et les villages palestiniens.

« Nous sommes prêts à nous asseoir et à déclarer un cessez-le-feu quel que chose de mutuel en retour, sans cette réciprocité, rien ne pourra être fait », a déclaré Radjoub à la radio israélienne.

Un responsable du gouvernement israélien, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, a rappelé que plusieurs trêves n'ont pas mis un terme aux violences. Ce responsable a cité une décision du cabinet

de sécurité qui stipule que l'État hébreu n'acceptera plus aucune trêve.

Comme l'a rappelé Raanan Gissin, conseiller du premier ministre israélien, Ariel Sharon, l'État hébreu exige la répression des mouvements palestiniens par l'Autorité palestinienne comme préalable à toute trêve.

Par ailleurs, l'administration Bush a annoncé hier qu'elle allait sanctionner Israël pour la poursuite des constructions en Cisjordanie en réduisant les garanties bancaires pour les emprunts israéliens.

Selon Washington, d'autres réductions pourraient suivre, l'État hébreu ayant ignoré les objections des États-Unis à la construction d'une barrière de sécurité

Dodge  Caravan

## UN PEU DE COMPÉTITION N'A JAMAIS FAIT DE MAL À PERSONNE.

## EXCEPTÉ À NOTRE CONCURRENCE.

PENDANT LA GRANDE LIQUIDATION 2003

PROFITEZ DE LA MEILLEURE VALEUR AJOUTÉE SUR LA MINI-FOURGONNETTE PRÉFÉRÉE AU PAYS.

Achetez à

# 19 899\$\*



Dodge Caravan 2003

ou louez à

# 299\$<sup>+</sup>

par mois.  
Location de  
**48 MOIS**

**AUCUN COMPTANT  
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

La fourgonnette la plus éconergétique 2003.

**ENERGUIDE**

Basé sur les cotes du guide de consommation de carburant 2003 publié par Ressources naturelles Canada.

Équipée comme suit : Climatiser • Lecteur de CD • Lève-glaces, rétroviseurs chauffants et verrouillage à commande électrique • Régulateur de vitesse • Porte-bagage au toit • Glaces à écran solaire • Chauffe-moteur

OU OBTENEZ UN SYSTÈME DVD SANS FRAIS SUR LA

Dodge Grand Caravan Sport 2003 Édition DVD



**SYSTÈME DVD  
SANS FRAIS**

VALEUR DE 930\$

Dodge Grand Caravan

★★★★★

La plus haute cote de sécurité décernée par le NHTSA lors de tests de collision latérale<sup>®</sup>

Équipée comme suit : Système DVD de 7 po pour passagers arrière avec télécommande et écouteurs sans fil • 4 sièges baquets • Climatiser avant et arrière • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Radio AM/FM avec lecteur de CD et cassette • Réglage de la température trizone • Télédériverrouillage • Système de freins antiblocage • Régulateur de vitesse • 11 po de longueur supplémentaires et capacité de chargement plus grande de 724 L (25,6 pieds cubes)



LA MEILLEURE PROTECTION QUE NOUS AYONS JAMAIS OFFERTE SUR TOUS LES MODÈLES 2003 ET 2004. GARANTIE DE 7 ANS OU 115 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR, ET ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES SUR 24.\*\*

GM, FORD, HONDA ET TOYOTA NE L'ONT PAS.

FINANCEMENT OFFERT PAR SERVICES FINANCIERS CHRYSLER CANADA.

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP<sup>MD</sup> • DODGE OU DODGE.CA

**DIPLOMÉS**  
Rabais jusqu'à 1000\$\*

\* Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et est établi pour la Dodge Caravan 2003 équipée de l'ensemble 28D + RBK. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Tarif mensuel pour 48 mois établi pour la Dodge Caravan 2003 avec l'ensemble 28D + RBK. Transport (1 025\$) et taxe sur le climatiseur en sus. Le dépôt de sécurité est de 0\$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15¢ le kilomètre. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. \*\* Selon la première éventualité. Des conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. ‡ Remise aux diplômés de 500\$ à la location ou de 1 000\$ à l'achat d'un véhicule, à l'exception de la Dodge SX 2.0 (750\$). Cette offre exclut la Dodge Viper. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada, une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

ASSOCIATION PUBLICITAIRE DES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER • JEEP<sup>MD</sup> • DODGE DU QUÉBEC



TR3104615

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur

PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## Ce que vous n'avez pas vu



KATIA GAGNON  
kgagnon@lapresse.ca

Bernard Landry avait convoqué la presse : il allait enfin dévoiler les études gouvernementales démontrant la faisabilité de la semaine de quatre jours. Sur place, à quoi ont eu droit les journalistes ? À un Bernard Landry qui ne cherchait qu'à faire passer une image à la télé : celle des études, rassemblées en un colis et adressées à Jean Charest. Qu'y avait-il à l'intérieur ? Visiblement, le premier ministre ne le savait pas trop. Chose certaine, ce n'étaient pas les études promises.

Ça, vous ne l'avez pas vu dans le film de Jean-Claude Labrecque, *À hauteur d'homme*. Vous n'avez pas vu les journalistes parcourir cette masse de papier afin de tenter de résumer, avant l'heure de tombée, ce qu'on pouvait y trouver au sujet de la promesse centrale de la campagne péquiste. Ce que vous n'avez pas vu dans le film de Labrecque, c'est que l'agressivité des journalistes ne représente qu'une seule face d'un petit jeu qui se joue à deux. Et le jeu des politiciens, c'est la manipulation.

Faisons ce que le cinéaste n'a pas fait : associons-nous dans l'autobus des médias. Vous voilà journaliste. À quoi ressemblent vos journées ? Vous participez, avec le chef, à toutes sortes d'activités. Mais lors de ces événements, il ne dit à peu près rien. Labrecque le dit lui-même : il n'a pas perdu une minute de son film à montrer « la cassette ». Or, votre travail, comme journaliste, c'est d'informer votre public. Pas de lui ressortir une cassette. Ce n'est que lors des deux conférences de presse quotidiennes que vous

pouvez espérer entendre autre chose que cette damnée cassette.

Or, que fait le chef, la plupart du temps ? Il évite de répondre aux questions. Combien coûtera telle promesse ? On verra. Tiendrez-vous un référendum ? Peut-être. Cautionnez-vous les propos d'un collègue ? *Audi alteram partem*. Avouez qu'il y a là de quoi engendrer une certaine agressivité.

Parfois, vous avez l'air de questionner le chef sur des détails. Mais, en bon journaliste politique, vous vous rappelez que Robert Bourassa avait signé l'arrêt de mort du rapport Allaire en une simple phrase. Deux tout petits mots — conditions gagnantes — avaient suffi à Lucien Bouchard pour rendre hypothétique la tenue d'un référendum. La moindre modification à la cassette peut constituer un virage majeur.

Peut-être réalisez-vous, après votre troisième topo de la journée, que ce travail n'est pas une sinécure. Entendons-nous : il est bien plus facile que celui des politiciens. C'est vrai, les journalistes politiques sont souvent inutilement agressifs. Ils ont parfois tendance à agir en petits croisés. Mais décrire Bernard Landry comme une victime des médias, c'est un peu fort. Cet homme est l'un des plus redoutables détracteurs du Québec. Il a quarante ans de politique dans le corps. Il savait ce qui l'attendait.

N'oublions pas une chose : nos élus supportent les rigueurs de la politique parce qu'ils y trouvent leur intérêt. Ils ont des rêves, ils ont une vision, mais ils aiment aussi le pouvoir et l'influence. La contrepartie désagréable du job, ce sont les journalistes. Leurs questions sont cependant fondamentales. Malgré l'image déplorable qu'en donne Labrecque, les journalistes constituent bel et bien un important rouage de la démocratie. Si les politiciens ne l'acceptent pas, il est temps, pour eux, de changer de métier.

## L'OMC hors des rails



MARIO ROY  
mroy@lapresse.ca

Il y a une bonne et une mauvaise nouvelle dans l'échec, à Cancun, de la cinquième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. La bonne, c'est que les pays en développement ont acquis suffisamment de poids et de cohésion pour stopper un train qui, à leurs yeux, ne roulait pas dans la bonne direction. La mauvaise, c'est qu'ils n'ont pas encore suffisamment de poids et de cohésion pour le faire repartir sur une autre voie.

Il y a aussi une *no-news*, comme on dit dans les salles de presse lituanaises. Et c'est que les pays développés — surtout les États-Unis et l'Europe, évidemment — ne se résolvent toujours pas à agir en fonction de l'évangile du libre-échange qu'ils préchant pourtant aux autres avec conviction.

Cela étant, c'est à un joli chassé-croisé de blâmes mutuels que l'on assiste depuis 48 heures.

Le Groupe des 20, devenus 21 peu avant la conférence, accuse les États-Unis de n'avoir pas fait de compromis sérieux en matière d'aide à l'agriculture, en particulier en ce qui concerne le marché du coton. C'était la revendication première de plusieurs pays africains de l'Ouest et du centre, enflammés au lendemain du sommet.

Les nations en développement accablent également l'Europe, non seulement pour son relatif immobilisme en matière agricole, elle aussi. Mais encore pour avoir jeté sur la table un autre dossier, celui des sujets dits de Singapour (investis-

issement, transparence des marchés, etc.), dont le Sud ne voulait pas entendre parler avant le règlement des différends agricoles.

L'Europe et les États-Unis se renvoient la balle — haro sur le Farm Bill américain ! Haro sur le PAC européen ! Non sans évoquer en chœur l'« intransigeance » des pays pauvres, ce qui dénote un certain culot.

Et pour finir, tout le monde blâme l'OMC, dont la règle de fonctionnement, celle du consensus, est vue par plusieurs comme paralysante.

Tout demeure donc en l'état. Les contribuables des pays riches continueront à verser un milliard par jour à leurs producteurs agricoles.

Et les agriculteurs des pays pauvres (les deux tiers des paysans du globe) continueront à être marginalisés dans le circuit des échanges internationaux.

Bravo.

■ ■ ■  
Que va-t-il se passer, maintenant ?

D'un côté, ça ne va certainement pas handicaper la puissance commerciale des pays développés. Et on prévoit la signature à venir d'une foison d'accords bilatéraux ou régionaux dont la négociation, qui est toujours l'exercice d'un rapport de force, n'avantagera certainement pas les moins puissants. En fait, la conférence n'était pas terminée que des Brésiliens frappaient déjà à la porte des Américains pour parler d'échanges à l'échelle des Amériques !

Quant à l'OMC, elle semble être dorénavant entrée « aux soins intensifs », pour employer le mot de Pascal Lamy, commissaire européen au Commerce. L'échéance de décembre 2004, donnée au cycle de Doha, devient illusoire.

Et ce sera peut-être encore pire : visiblement, chez plusieurs, la foi est perdue.

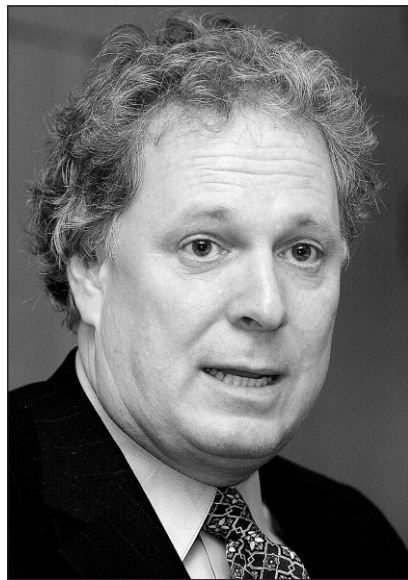
## LE CAUCHEMAR DE DENIS CODERRE



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES



Jean Charest

PHOTOTHÈQUE, La Presse

### Usurpation et réingénierie

DEUX CHOSES sont déplorables dans cette révision des rôles de l'État entreprise, à la va-vite, par le PLQ. La première est le manque de légitimité pour une telle opération. La seconde est la non-continuité des efforts sociaux.

Le manque de clarté des objectifs politiques énoncés avant le 14 avril devient de plus en plus manifeste. On croirait sérieusement que le PLQ applique le programme de l'ADQ. Rappelons qu'avec ce programme électoral, l'ADQ n'a même pas récolté les 20 % du suffrage ; ce qui est nécessaire pour la reconnaissance comme parti officiel ! Alors, de voir le gouvernement usurper une bonne partie des idéologies néolibérales de l'ADQ peut surprendre.

En ce qui concerne les acquis de la Révolution tranquille, ils sont aujourd'hui remis en question. Certains seront, peut-être, abandonnés. Ce mode de pensée où l'on ne construit pas l'État de façon durable est très nuisible à l'épanouissement de chacun et au progrès collectif. Il est déplorable que nos dirigeants procèdent par *tatonnements-et-erreurs*. Un gouvernement n'est pas élu pour se livrer à des expérimentations sur la société. Non plus, devrait-il défaire ce qui sera immanquablement reconstruit. En effet, si les réformes ne rendent pas les effets escomptés, le gouvernement suivant pourrait fort bien devoir tout remettre en place. Puis quatre ou cinq ans plus tard, un nouveau coup de balais pourrait tenter un PM... On devine la suite.

Ce mouvement de pendule a de quoi hypnotiser l'électorat !

MARTIN CHAPUT  
Laval

### Un gouvernement apeurant

SI LE GOUVERNEMENT actuel propose de modifier le Code du travail pour ajouter une troisième semaine de vacances aux deux qui sont déjà prévues, je ne peux qu'applaudir. Bien entendu je vais attendre de le voir pour le croire. C'est bien la première nouvelle qui nous vient de ce gouvernement et qui ne nous fait pas peur. Jusqu'à présent, tout ce qu'ils ont dit (puisqu'ils n'ont encore rien fait) semble vouloir affecter notre portefeuille ou notre sécurité.

SERGE GRENIER  
Montréal

### Où va la société ?

LE GOUVERNEMENT Charest continue dans sa lignée de décisions irréflectées et de mauvaises priorités. Il parle d'ajouter une troisième semaine de vacances obligatoire alors que bien d'autres situations ne sont pas réglées et sont beaucoup plus urgentes.

Saviez-vous qu'un père dont la femme perd son bébé après plusieurs mois de grossesse n'a même pas le droit à une seule journée de congé. Il ne peut même pas assister sa femme lors du terrible événement qu'est l'avortement provoqué (la perte d'un enfant). Il peut encore moins la supporter dans les jours qui suivent. Notre nouveau gouvernement ne prend des décisions que pour la majorité. Il ne s'intéresse absolument pas aux personnes qui subissent des traumatismes ou qui vivent des moments difficiles.

JÉRÔME CLOUTIER  
Laval

### Un temps révolu

JE DÉSIRE faire suite au *Point*, de lundi soir, où M. Bernard Landry a indiqué qu'il compte demeurer chef du PQ au moins jusqu'en 2005. Je ne peux pas croire que M. Landry n'a pas compris que son temps et la souveraineté sont choses du passé. Le PQ devrait suivre l'exemple de l'Union européenne. Il faut se demander ce que serait la force des États-Unis si tous les États étaient des pays individuels.

GASTON CHARLAND

## À la recherche de la vérité

### Basse altitude

À LA SUITE de la diffusion du film de Jean-Claude Labrecque, les opinions exprimées semblent vouloir condamner les journalistes, les accusant de persécution à l'endroit de Bernard Landry. Plutôt que de les clouer au pilori, nous devrions les remercier de rechercher la vérité pour la population. Je considère que, lors des points de presse où les journalistes se sont fait les plus insistants, ce fut justement là où l'ancien premier ministre refusait de répondre. Les politiciens sont reconnus pour patiner et naviguer lorsque les questions deviennent trop pointues. Avec sa belle rhétorique, Bernard Landry est passé maître dans ce domaine. Plutôt que de répéter bêtement sa rengaine en latin, si Bernard Landry avait daigné fournir une réponse sensée, les journalistes se seraient montrés satisfaits et auraient coupé court à leur insistance. Tout compte fait, je considère que ce film de Jean-Claude Labrecque n'est qu'une honnête fumisterie, orchestrée de toutes parts. Il serait tout de même fort intéressant de visionner le reste des 140 heures de tournage, car l'image pourrait être différente.

ARMAND J. DORÉ  
Montréal, arr. Anjou

UN JOURNALISTE rapporte à sa guise un discours de M. Parizeau lors de la dernière campagne électorale. Monsieur Charest ramène intégralement cette nouvelle au débat télévisé et attaque monsieur Landry. Les journalistes par la suite essaient de faire mordre le premier ministre sur le cas Parizeau... et personne des médias ne semble vraiment intéressé par ce que monsieur Parizeau a vraiment dit ce jour-là. Le documentaire de M. Labrecque me laisse un goût amer, non pas sur le monde politique, mais sur le monde journalistique. Les journalistes qui couvrent la politique y apparaissent bêtes, arrogants et sans souci aucun pour la vérité, c'est-à-dire vérifier les sources et rapporter les faits. Si le nez des politiciens s'allonge depuis quelques années, c'est avec l'aide des journalistes qui nourrissent le sensationnalisme. Peut-être un cours d'appoint HUMILITÉ 101 serait-il approprié pour les journalistes ? Question de leur rappeler que ce ne sont pas eux qui créent l'événement et qu'ils sont payés pour le rapporter.

NATHALIE JUTEAU  
Montréal

## Forum

## Mea-culpa

Le Parti québécois fera-t-il le choix de l'examen de conscience sincère ou celui de l'orthodoxie intransigeante et nostalgique?



**JOSEPH FACAL**  
L'auteur fut ministre dans les gouvernements Bouchard et Landry. Il n'était pas candidat aux élections du 14 avril.

DEUX QUÉBÉCOIS sur trois nous ont tourné le dos le 14 avril dernier, ce qui ne nous était pas arrivé depuis trente ans. Après une telle dégelée, nos concitoyens ne comprendraient pas que le PQ ne se livre pas à un mea-culpa sincère et profond avant d'entreprendre sa rénovation.

Une lecture courante voudrait que le PQ se dirigeait vers la victoire jusqu'au débat des chefs et à l'affaire Parizeau, qui firent tourner le vent. Une autre lecture note que le désir de changement était très majoritaire au sein de l'électorat depuis des mois. Une victoire du PQ aurait exigé, dans ces circonstances, que le vote en faveur du changement se divise en parts à peu près égales entre l'ADQ et le PLQ, ce que l'effondrement de l'ADQ n'a pas permis.

Des études plus poussées seront nécessaires pour trancher la question, mais je suis enclin à penser que nos problèmes ont commencé bien avant le déclenchement des élections. Quand nos concitoyens se sont mis à exprimer une profonde volonté de changement, quelques mois plus tôt, nous aurions pu chercher à la comprendre et à la satisfaire, en la canalisant dans la fidélité à nos valeurs. Nous avons plutôt tenté de convaincre les Québécois qu'ils avaient tort de vouloir du changement, ce qui a renforcé la perception que nous ne les écoutions plus. Le changement pour le changement, c'est irrationnel, disions-nous. Bref, c'était la faute des Québécois s'ils n'étaient pas éblouis par nos mérites.

Puis, quand la soupe est vraiment devenue chaude, nous avons confondu les vœux de la majorité avec les listes d'épicerie de groupes de pression pour qui l'État, de toute façon, n'en fera jamais assez. Misant trop sur un bilan dont nous avions raison d'être fiers, nous n'avons proposé, pendant la campagne, qu'un seul projet d'avenir emballant, celui de la conciliation famille-travail, mais en cherchant à le présenter comme plus achevé qu'il ne l'était en réalité. Les Québécois en ont conclu que notre équipe avait fait du bon travail, mais qu'elle avait donné ce qu'elle avait à donner.

#### Et maintenant ?

Seuls ceux qui ne connaissent pas le PQ s'étonneront de ce que les premières remises en question portent sur la place du partenariat dans le projet souverainiste. C'est comme ça depuis trente ans. Cette fois, comme le tout se déroule de surcroît sur fond de course virtuelle au leadership, c'est d'abord aux militants que sont destinées ces réflexions.

La seule position réaliste en la matière est celle de Pauline Marois : une association de type européen n'est pas transposable en contexte nord-américain, mais des liens devraient être maintenus avec le Canada pour des raisons de géographie, d'histoire partagée et d'intérêt mutuel, sans y subordonner la décision de faire la souveraineté, qui doit rester entièrement entre les seules mains des



Bernard Landry et sa compagne Chantal Renaud lors de la dernière campagne électorale.

PHOTOTHÈQUE, La Presse

Québécois. De toute façon, le véritable obstacle à la souveraineté n'est pas là, ni dans sa faisabilité économique ou sa modernité. Il réside dans le fait indéniable que le nombre de Québécois dont l'allégeance identitaire et le sentiment d'appartenance vont prioritairement, voire exclusivement, au Québec n'est pas encore assez élevé.

C'est plutôt sur notre capacité à moderniser notre conception de la social-démocratie que les Québécois nous jugeront. À cet égard, des penseurs progressistes de réputation mondiale — Giddens, Beck, Rosanvalon — s'échinent depuis des années à refonder le projet social-démocrate pour l'adapter à notre époque. Tous les partis politiques de cette mouvance se sont remis en question ou sont en voie de le faire, sauf les socialistes français. Choisissons-nous le camp de l'examen de conscience sincère ou celui de l'orthodoxie intransigeante et nostalgique ?

Bien sûr que l'État doit continuer à jouer un rôle central dans notre société, mais c'est la façon dont il doit le jouer qui doit être revue en raison de la mondialisation, de l'état des finances publiques, du vieillissement de la population, des changements technologiques et de l'émergence chez les jeunes de nouvelles sensibilités. Non, l'État n'est pas cette hydre malfaisante que dépeignent les ultralibéraux, mais nous devons aussi nous départir de cette croyance dans le caractère intrinsèquement bienfaisant et progressiste

de toutes ses interventions. Qui peut sérieusement nier qu'il y a une lourde part de vérité dans ce poncif qui veut que le PQ soit porté, comme en témoigne notre programme, à vouloir planifier le moindre recoin de l'activité humaine ?

Le déferlement triomphant du néolibéralisme ces dernières années, qui ne me réjouit pas, s'explique bien sûr par des événements planétaires comme l'effondrement du communisme, mais aussi par un travail approfondi et systématique de rénovation de ses fondements philosophiques autant que de ses aspects programmatiques. C'est à une « refondation » de la même envergure que doivent s'atteler les sociaux-démocrates. Les idées mènent davantage le monde qu'on le pense. La social-démocratie reviendra en force quand elle sera capable d'offrir une vision globale et intégrée qui rendra intelligibles les grands défis de notre époque : mondialisation, écologie, changements démographiques, transformations de la cellule familiale, équilibres à repenser liberté et solidarité, droits et responsabilités, État et citoyen.

#### Deux pièges

Je ne doute pas un instant que le PQ a la force intellectuelle requise pour réussir cette nécessaire remise à jour de ses façons de faire et de penser. À condition d'éviter les deux pièges qui nous guettent : celui de la radica-

lisation et celui de l'attentisme.

Se radicaliser, c'est se marginaliser. Quand un parti entreprend sa traversée du désert, les militants plus modérés tendent à prendre leurs distances et il court alors le risque de devenir l'otage des plus irréductibles. Il faut au contraire se brancher sur les courants majoritaires de notre société. On pourra longuement ergoter sur le sens à donner aujourd'hui aux notions de gauche et de droite, mais on me concédera au moins que les Québécois sont, fondamentalement, pragmatiques, modérés et allergiques à l'extrémisme. Le PQ doit demeurer une coalition large et accueillante dont l'ancrage sera au centre-gauche de l'échiquier.

L'autre danger qui nous guette, c'est de nous imaginer qu'il pourrait nous suffire de fédérer les mécontents d'un gouvernement plus conservateur que ne l'a jamais été le PLQ, et nous épargner ainsi un profond travail sur nous-mêmes. Si l'économie tient le coup, si les dégâts sont limités dans le dossier municipal, si Paul Martin permet à Jean Charest de crier victoire dans quelques dossiers majeurs, une créature de pouvoir comme le PLQ va nous donner bien du fil à retordre.

Au lieu de se lamenter que les Québécois ne viennent pas à nous parce qu'ils n'ont pas encore vu la lumière, c'est à nous de voir où sont les Québécois en 2003 et de partir à leur rencontre.

## Les eaux troubles de M<sup>me</sup> Forget

La ministre est-elle obnubilée par sa quête de services publics à privatiser ?

YVES BELLAVANCE  
et ANDRÉ BOUTHILLIER

Les auteurs sont respectivement porte-parole de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TRO-VEP) de Montréal et de la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau — Eau Secours !

LA MINISTRE Monique Jérôme-Forget est tellement obnubilée par sa quête de services publics à privatiser qu'elle agite de bien drôles d'épouvantails pour justifier cette décision. Ou bien M<sup>me</sup> Jérôme-Forget est complètement ignorante du débat qui a sévi au Québec ces dernières années ou bien elle a volontairement tronqué les faits, ce qui est particulièrement inquiétant.

Prenons donc quelques instants pour rectifier certains des propos de la ministre.

> Premièrement, veuillez noter madame la ministre que l'eau de Montréal est une des meilleures et une des moins chères à produire. Le réseau de gestion, de production et de distribution de l'eau potable est géré avec compétence. Bref, la privatisation de l'eau est une mauvaise solution à des problèmes qui n'existent pas.

> Deuxièmement, nous lui con-

seillons de se mettre à jour dans la littérature consacrée à la privatisation de l'eau en Angleterre. Le seul avantage connu de cette privatisation a été une augmentation faramineuse des profits des entreprises privées dorénavant chargées de ce service public. Mais c'est peut-être ce que recherche la ministre. Elle devra toutefois expliquer à la population pourquoi nous devrions adopter un modèle désastreux qui a conduit à une hausse des coûts, une dégradation du réseau, des problèmes de santé publique et, pour les plus pauvres, des coupures de ce service essentiel pour non paiement de taxes. Pendant ce temps la Yorkshire Water est trouvée coupable de 17 chefs d'accusation d'avoir fourni de l'eau dangereuse à ses clients !

Par la même occasion, elle peut aussi prendre quelques minutes pour jeter un coup d'oeil du côté de Paris où, cet été, il a beaucoup été question de la « re-municipalisation » des services d'eau. En effet, un rapport a conclu que la facturation de l'eau inclut une marge de profit excédentaire à 40 %, ce qui représente une « poule aux oeufs d'or » pour les multinationales de l'eau. Et elle peut aussi se rensei-



Monique Jérôme-Forget

gnier sur les motifs qui ont amené les populations de Vancouver, Moncton, Halifax, Toronto à rejeter la privatisation de leurs services d'eau.

> Troisièmement, rappelons à la ministre que la société québécoise s'est déjà prononcée à de multiples reprises contre la privatisation de l'eau, notamment lors de la Com-

mission Beauchamp du BAPE, en 1999-2000, et que cette dernière n'a pas retenu cette voie à suivre.

> Quatrièmement, Walkerton n'a pas connu d'aussi graves problèmes parce que son réseau est public, comme vous le prétendez madame la ministre, mais bien parce que les coupures budgétaires et la dérégulation ont débouché sur des réductions de personnel et la fin des analyses en laboratoires gouvernementaux. Ce sont les recommandations du groupe conseil sur l'allègement réglementaire du Québec, qui propose moins d'autorisations gouvernementales et moins de normes environnementales, qui devraient inquiéter la ministre tout comme l'utilisation de laboratoires privés !

> Cinquièmement, il est assez étonnant qu'en 2003 il faille rappeler que l'eau est un bien public et non une marchandise source de profit comme voudrait le faire croire les ténors du néolibéralisme. À l'exception de ceux et celles pour qui le marché est une religion, nous savons tous que l'eau ce n'est pas du Coke ! L'eau est pas mal plus essentielle pour l'humanité.

Malheureusement il n'y a pas que les sornettes de la ministre qui

nous inquiètent. Au début de l'été, l'annonce inattendue de son collègue de l'Environnement, Thomas Mulcair, sur l'installation des compteurs d'eau dans toutes les résidences du Québec (mais où est-il passé ce ministre ?). Tout comme les intentions gouvernementales de revoir l'article 45 du Code du travail, dont l'objectif de permettre davantage de sous-traitance aura comme conséquence d'ouvrir toutes grandes les portes menant à la privatisation de l'eau.

Si l'eau est bonne à Montréal, si l'eau n'est pas si bonne en Angleterre, si les coûts du privé sont grotesques en France et ailleurs, si la ville d'Atlanta, au paradis de la libre entreprise, brise son contrat avec Suez, une des plus grandes multinationales de l'eau, qu'est-ce qui pousse malgré tout la ministre dans cette direction ? Sommes-nous devant un cas d'aveuglement idéologique ? M<sup>me</sup> Forget se veut-elle l'émule de M<sup>me</sup> Thatcher ? Ce qui nous porterait à confirmer le vieux dicton qui dit que, souvent, les politiciens québécois prennent le train en retard et que, souvent, ils débarquent beaucoup plus loin que la gare !



CE QUE VOUS FAITES DANS  
**VOTRE CHAMBRE À COUCHER**

NOUS REGARDÉ.



**199<sup>96</sup>**  
 Grand lit ou très grand lit  
 ailleurs jusqu'à 1 050 \$

**Ensembles de literie Court de Versailles**  
 Ces ensembles jacquards sont offerts dans un choix de motifs. Chaque ensemble comprend : housse de couette, volant et couvre-oreillers. (Jeté en chenille : 39,99 \$, coussins décoratifs : 24,99 \$ ch.)



**129<sup>99</sup>**  
 Ensemble une place

**Ensemble housse de couette Percy d'Aussino**  
 En sergé de coton à nervures sur une face et à motif écossais sur l'autre. L'ensemble comprend : housse de couette et taie(s) d'oreiller. S'agence à l'ensemble Marigold. Aussi offert en formats deux places, grand lit et très grand lit.



**13<sup>96</sup>**  
 ailleurs 24 \$  
**Oreiller Laura Ashley**  
 Modèle ferme idéal pour ceux qui dorment sur le côté.



**Couette Ralph Lauren**  
 Un classique de Ralph Lauren. Couette de duvet d'oise blanche à enveloppe damassée tout coton, tissage 260 fils.

**299<sup>96</sup>**  
 ailleurs jusqu'à 670 \$



**Ensemble housse de couette Marigold d'Aussino**  
 Tissage de 200 fils, motifs de marguerites brodées sur fond brique. L'ensemble comprend : housse de couette et taies d'oreiller. Aussi offert en format très grand lit.

**159<sup>99</sup>**  
 Formats deux places ou grand lit



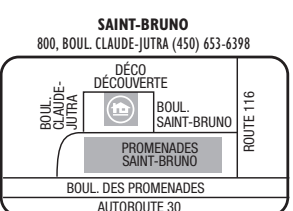
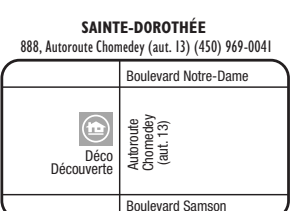
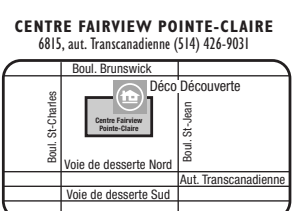
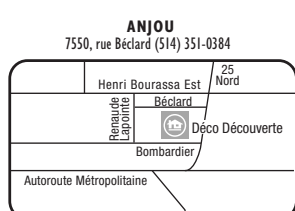
**29<sup>99</sup>**  
 ailleurs 49,99 \$  
**Ensembles de draps de marque renommée**  
 Tissages de 200 à 250 fils, grande variété de couleurs et de motifs. Draps-housses à bords de 35 cm (14 po). Aussi en formats deux places, grand lit et très grand lit.



Tous nos articles sont assortis de notre garantie du plus bas prix. Si vous trouvez un meilleur prix annoncé, nous l'égalons. Si vous présentez un bon-rabais d'un concurrent, nous l'accepterons avec plaisir. Plus besoin de comparer les prix, Déco Découverte, le supermagnasin d'articles pour la cuisine, la salle de bains et la chambre à coucher le fait pour vous, tous les jours.



3169299A



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS EN UTILISANT CONJOINTEMENT VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

